

# **RAPPORT SUR LA COREE DU NORD**

**Par René Georges LEFORT**

## **Sommaire :**

**1<sup>ère</sup> Partie : Conférence sur la Corée du Nord (Septembre 2003).....p. 1**

**2<sup>ème</sup> Partie : CHRONOLOGIE CONTEMPORAINE DE LA COREE DU NORD.....p. 9**

**La lutte contre l'occupation japonaise (1905 - 1940).....p. 9**

**La deuxième guerre mondiale et la Libération (1940 – août 1948)...p.10**

**Naissance de la RPDC (sep. 1948 – 1950).....p. 12**

**La guerre de Corée (mars 1950 – juillet 1953).....p. 12**

**L'après-guerre et les années d'essor (août 1953 – 1971).....p. 13**

**La lutte pour la réunification (avril 1971 – décembre 1988).....p. 16**

**Les années difficiles (de décembre 1988 à nos jours).....p. 22**

## 1<sup>ère</sup> partie : CONFERENCE SUR LA COREE DU NORD

Le poids énorme de l'idéologie dominante se manifeste dès que l'on parle de la Corée du Nord. Elle serait une dictature féroce et impitoyable, dernier vestige du « stalinisme » (avec tout le contenu péjoratif que d'aucuns s'efforcent de donner à cette qualification), un pays où les gens meurent massivement de faim, un « **Etat voyou** » qui cherche à se doter de l'arme nucléaire – si ce n'est déjà fait – et qui est classé par l'impérialisme américain et ses complices parmi les forces de « l'axe du mal ».

Nous devons **dénoncer fermement toutes ces affabulations et accusations mensongères** et montrer ce qu'il en est réellement de la vie politique, économique et sociale de ce pays, de ses relations internationales, de sa lutte pour la paix, pour le règlement pacifique de toutes les questions litigieuses en Extrême Orient, de **son action permanente pour la réunification pacifique et démocratique de la patrie coréenne, des menaces et des provocations constantes de l'impérialisme US** qui constitue le seul obstacle à tout règlement pacifique et à toute normalisation des relations économiques et politiques avec la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC).

Avant toute autre considération, la première impression qui saute aux yeux lorsque l'on arrive à Pyongyang, cette grande ville moderne entièrement reconstruite depuis 1953, qui dans ses parties les plus récentes est une véritable « ville parc », avec ses espaces verts et ses jardins fleuris, c'est **la grande activité de toute une population qui manifestement ne souffre pas de la faim, de même que ces milliers d'enfants souriants et aux joues bien pleines qui défilent dans un ordre parfait entre l'école, le terrain de sport ou tout autre lieu de leurs occupations dans leurs petits uniformes d'écoliers**. Et il en est de même dans toutes les régions que nous avons pu visiter jusqu'à plus de 200 km autour de Pyongyang.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu de problèmes alimentaires pendant quelques terribles années de la décennie 90 (nous allons y revenir dans la suite), nos camarades coréens ont reconnu très franchement que dans certaines régions montagneuses défavorisées du nord du pays il y a eu des morts de faim, notamment parmi les enfants. Mais certainement pas dans la proportion de centaines de milliers telle que l'ont affabulé les media occidentales.

\*

**Tout d'abord**, on ne peut comprendre l'état de chose actuel sans faire **un peu d'histoire contemporaine**, en remontant au début du siècle dernier :

C'était alors l'époque du plein essor de l'impérialisme, où les grandes puissances s'acharnaient à se disputer l'appropriation et la colonisation de tous les territoires encore disponibles dans le monde. La Corée faisait encore partie de ces

derniers, et trois puissances voisines se la disputaient : la Chine, le Japon et la Russie. Le Japon a réussi à éliminer successivement la concurrence de la Chine (lors de la guerre sino-japonaise de 1894-95), puis de la Russie (lors de la guerre russo-japonaise de 1904-05), et c'est lui qui a imposé sa « protection » à la Corée dès 1905, puis qu'il a purement et simplement annexée en 1910.

Suit alors cette longue période d'annexion et de répression violente contre le peuple coréen, la tentative de son assimilation complète, l'écrasement des deux principales tentatives de soulèvement populaire en 1919 et en 1930-31.

Ce qu'il faut dès maintenant souligner, car cela aura une importance décisive pour la suite, c'est **le rôle décisif qu'ont joué les communistes** dans la lutte populaire de libération contre le colonialisme japonais, comme ce fut le cas dans la guerre de libération nationale au Vietnam.

**Les premiers cercles communistes coréens** ont fait leur apparition à partir de 1923 dans l'émigration en Chine et en Union Soviétique, avec beaucoup de difficultés et d'inévitables divergences entre les divers groupes éloignés les uns des autres. Une quatrième tentative d'unification a abouti à la création d'un parti admis officiellement dans les rangs de l'**Internationale Communiste** lors de son sixième congrès en août 1928, mais que celle-ci va très rapidement critiquer pour son option prioritaire en faveur de la lutte armée préalablement à tout enracinement dans la classe ouvrière et dans les masses en Corée même. C'est à partir des années 1930-31, dans le feu des insurrections populaires, que vont être entreprises sous la direction de Kim Il Sung des opérations de *structuration et d'enracinement du parti dans les masses*. En 1932, après l'attaque du Japon contre la Chine, les communistes chinois et coréens unissent leurs forces contre les envahisseurs japonais, ils organisent des guérillas dans les trois provinces du nord ouest de la Chine et se regroupent au sein des « Armées antijaponaises unies du Nord Est ». Au sein de celles-ci est créée **le 25 avril 1932, sous la direction de Kim Il Sung, l'Armée Révolutionnaire Populaire Coréenne (ARPC)**.

La lutte de libération se poursuit dès lors sans rémission, mais prend une tout autre ampleur à partir de 1941 dans le cadre de la deuxième guerre mondiale. **En août 1945, les forces soviétiques**, aidées par la guérilla coréenne antijaponaise, vont entièrement **libérer la Corée**. Après le 15 août 1945, date de la capitulation du Japon, des comités populaires locaux se forment dans toute la Corée, et le 6 septembre les représentants élus de ces comités constituent à Séoul une « Assemblée Nationale des Représentants du Peuple » qui proclame la **République Populaire de Corée** et élit un « Comité Central du Peuple » tenant lieu de gouvernement pour toute la Corée.

C'est alors qu'intervient l'impérialisme US pour détruire l'unité populaire de la Corée ainsi réalisée. Il faut rappeler comment les choses se sont passées sur le plan des rapports diplomatiques entre les « alliés » :

À la Conférence du Caire en novembre 1943, la Chine, la Grande Bretagne et les USA s'étaient engagés à restaurer l'indépendance de la Corée. Mais lors des

accords de Yalta de février 1945, confirmés cinq mois plus tard à la **Conférence de Potsdam, les puissances impérialistes exigent et obtiennent** (en fonction du rapport de forces existant à l'époque entre les « alliés ») **que la Corée soit partagée en deux zones d'influence et d'occupation de part et d'autre du 38<sup>ème</sup> parallèle.**

En application de cette clause, et alors que la Corée se trouvait déjà entièrement libérée et pourvue d'un gouvernement national démocratiquement constitué, **les troupes US débarquent le 8 septembre dans le sud de la Corée**, occupent celle-ci jusqu'au 38<sup>ème</sup> parallèle, et s'empressent de chasser l'Assemblée Nationale et le gouvernement constitués à Séoul, de dissoudre les comités populaires, et de remplacer le pouvoir ainsi légalement constitué par une administration militaire américaine.

Ainsi débute la séparation entre les deux Corées, qui va avoir des conséquences dramatiques pour le peuple coréen coupé en deux, et qui va prêter à toutes les manœuvres et provocations des impérialistes US.

**Dans le nord, la vie ne s'arrête pas pour autant. Le Parti Communiste**, élément moteur de la vie économique, politique et sociale, **est reconstitué le 10 octobre 1945**. L'ensemble des partis et organisations démocratiques, rassemblés sous sa direction en un Front National Démocratique Uni (FNDU), exerce le pouvoir après avoir proclamé **le 8 février 1946 l'Etat de Démocratie Populaire.**

**L'année 1946** voit une série de **grandes réformes** qui bouleversent les rapports sociaux en Corée du Nord :

- La réforme agraire, avec une distribution gratuite aux paysans sans terre de 960 000 hectares confisqués aux grands propriétaires fonciers et aux colonisateurs japonais,

- Une loi de nationalisation, concernant notamment toutes les entreprises appartenant aux impérialistes japonais ou à leurs collaborateurs coréens,

- Une série de lois sociales et de réglementation du travail : journée de huit heures (sept heures pour les travaux pénibles ou malsains, congé annuel d'au moins deux semaines, assurances sociales, égalité complète de la femme, interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans, etc.),

- Une loi fondamentale de développement de l'enseignement public à tous les niveaux.

**Le 30 août 1946**, le Parti Communiste fusionne avec le Nouveau Parti du Peuple de Corée pour donner naissance au **Parti du Travail de la Corée du Nord.**

Il convient de signaler ici qu'il existe jusqu'à aujourd'hui trois partis politiques distincts en Corée du Nord : outre le Parti du Travail, le Parti Social-démocrate de Corée, et un parti patriotique religieux. Ces deux derniers partis s'inscrivent certes dans le cadre du socialisme et reconnaissent le rôle dirigeant du Parti du Travail, mais n'en représentent pas moins des couches sociales spécifiques défendant leurs propres intérêts.

Il faut également signaler le **rôle très important des organisations de masse**, en particulier la Fédération Générale des Syndicats qui compte 1 600 000 adhérents, l'Union de la Jeunesse Travailleuse Socialiste avec ses 3,8 millions de membres,

l'Union des Travailleurs Agricoles, l'Union Démocratique des Femmes, et un certain nombre d'autres organisations.

**En novembre 1946** a lieu une nouvelle élection des comités populaires, dont le congrès adopte en **février 1947** le premier plan d'Etat de développement économique et institue l'**Assemblée Populaire de la Corée du Nord**. Le gouvernement qui en est issu fixe un programme correspondant à « la période de transition vers le socialisme ».

\*

**Mais pendant ce temps-là** on assiste aux premières grandes manœuvres les plus grossières des impérialistes, qui ont la haute main sur l'ONU et prétendent agir au nom de toutes les « nations unies ».

Ces puissances ne **reconnaissent pas le pouvoir légalement et démocratiquement constitué** en Corée du Nord et répriment brutalement les partisans de l'unification. Elles créent une « commission de l'ONU pour la Corée » chargée de procéder à de **nouvelles élections générales pour toute la Corée, avec l'objectif de liquider le régime de la Corée du Nord et d'annexer celle-ci** purement et simplement à la Corée du Sud seule reconnue par les impérialistes. Dénoncées à juste titre comme une opération colonialiste par le gouvernement du Nord, ces « élections » se déroulent le 10 mai 1948 sur le seul territoire de la Corée du Sud et sous le contrôle des occupants US. Elles aboutissent à la formation unilatérale le **15 août 1948** d'un gouvernement de la « **République de Corée** » en Corée du Sud sous la direction de Syngman Rhee, fantoche des impérialistes US.

**En réponse à ces manœuvres**, et après avoir convoqué une conférence commune de plus de 70 partis et organisations du Nord et du Sud qui déclare illégales les élections du 10 mai, le FNDU organise à son tour le 25 août 1948 des élections démocratiques pour l'ensemble du territoire de la Corée. Interdites au Sud, ces élections aboutissent à la constitution cette fois définitive au Nord d'une Assemblée Populaire Suprême, qui proclame le **9 septembre 1948 la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC)**.

**Dès lors existent deux Etats distincts**, dont chacun se présente comme le seul légitime pour toute la Corée. Mais la vérité oblige à reconnaître que **seule la RPDC** a été constituée sur la base des **élections démocratiques** aux comités populaires, sans aucune ingérence extérieure, sur l'ensemble du territoire dès la libération du pays et avant le débarquement des Américains, dans un pays qui va très vite, avant même la fin de l'année 1948, être libéré de toute présence de forces étrangères et assumer sa pleine souveraineté, alors qu'au contraire l'Etat du Sud est toujours resté jusqu'à ce jour livré à l'occupation américaine, à la pression permanente et aux exigences de cette occupation, exerçant à plusieurs reprises une répression féroce contre les forces progressistes et les partisans de la réunification pacifique du pays.

\*

**Avant d'en venir à la suite des événements, il faut noter les progrès** très importants déjà réalisés en RPDC pendant les quatre années 1946-1949.

**En 1949**, la production industrielle a été multipliée par 3,7 par rapport à 1946. La récolte de céréales a progressé de 29,8% par rapport à 1944 et le niveau de vie s'est nettement amélioré dans les campagnes. Un effort considérable a été fait pour développer l'enseignement à tous les niveaux, liquider l'analphabétisme, former des spécialistes, techniciens et ingénieurs. Des mesures importantes ont été prises dans la santé publique (soins gratuits, lutte contre les épidémies, créations d'institutions médicales, de centres de repos, de sanatorium, etc.)

Cette situation de la fin des années 40 **contraste avec** celle de la **Corée du Sud**, où sévissent la désorganisation économique (inflation, chute de la production, paupérisation), avec des émeutes et des troubles sociaux, accompagnés d'une crise politique.

Cette différence n'était pas sans alarmer les Etats-Unis, qui de plus se trouvaient confrontés à l'amorce d'une première crise économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et y cherchaient une diversion dans une politique d'armement et de guerre. **Il n'est pas besoin d'aller beaucoup plus loin pour discerner les véritables responsabilités du déclenchement de la guerre de Corée en 1950.**

\*

**La version officielle** des gouvernements capitalistes et des media occidentaux jusqu'à ce jour est que ce sont **les Coréens du Nord, avec la complicité de l'URSS et de la Chine Populaire, qui ont déclenché ces hostilités en agressant la Corée du Sud.**

**La réalité est très différente** : Pour faire diversion à sa propre crise, la Corée du Sud, avec la complicité des Etats-Unis, multipliait les provocations et les incursions contre la Corée du Nord le long du 38<sup>ème</sup> parallèle. C'est ainsi que déjà en mai 1949, d'importantes forces sud coréennes avaient lancé une offensive et livré une féroce bataille contre les Nord-coréens, faisant parmi ceux-ci plus de 400 victimes. Cette situation s'est aggravée au printemps 1950, avec la volonté exprimée publiquement par le fantoche Syngman Rhee **d'en finir par la force avec la RPDC**. Le 17 juin, l'inspection sur la ligne de démarcation du conseiller US Foster Dulles n'a d'autre but que l'examen d'un plan d'invasion de la Corée du Nord par la Corée du Sud. Le 19 juin, le présidium de l'Assemblée Populaire Suprême lance un appel à la réunification pacifique du pays. Syngman Rhee y répond par un bombardement massif sur les défenses de la RPDC dans la péninsule de Ongjin, avec des mouvements de troupes laissant prévoir une offensive générale de beaucoup plus vaste ampleur. Toutes ces données sont aujourd'hui bien connues et ont été notamment relatées par le Docteur Channing Liem, ancien ambassadeur de la Corée du Sud auprès des Nations Unies.

C'est dans ces conditions que la RPDC a été amenée à prendre la contre-offensive et que **la guerre est devenue irréversible**, devenant alors une guerre de libération de toute la Corée. Les forces nord coréennes avancent très rapidement, libèrent Séoul le 28 juin. Dans toutes les régions libérées, qui vont rapidement constituer plus de 90% du pays, des mesures démocratiques sont immédiatement

engagées, telles que la *réforme agraire* et la *préparation des élections* aux comités populaires.

On connaît la suite : le **débarquement en masse de forces américaines** appuyées par quinze autres puissances **sous le couvert de l'ONU**, l'intervention des volontaires chinois, le blocage des forces impérialistes refoulées au sud du 38<sup>ème</sup> parallèle, les très longs pourparlers de Kaesong et de Panmunjom d'avril 1951 à juillet 1953 jusqu'à la conclusion de l'armistice. Cette fin est considérée par nos camarades coréens comme **un succès**, puisque les impérialistes et leurs complices n'ont pas réussi à annihiler l'existence de la RPDC, et nous avons pu assister le 27 juillet aux immenses manifestations et au bal populaire qui commémoraient dans la joie le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la guerre de Corée.

On ne peut cependant évoquer cet épisode sans parler **des crimes commis par les troupes américaines, de leur massacre des populations civiles**, comme en témoigne notamment l'exposition des atrocités, pires que celles des SS, auxquelles ils se sont livrés avec acharnement dans la ville de Sinchon. Cela est aujourd'hui largement reconnu, et le journal « Le Monde » du 25 juillet dernier écrivait que « les soldats américains se sont conduits avec une sauvagerie **qui leur vaudrait aujourd'hui des poursuites en justice internationale pour crimes de guerre** ». Il est également notoire que les impérialistes yankees ont utilisé dans cette guerre des bombes chimiques et bactériologiques.

Le résultat en a été désastreux sur le plan économique et humain. La guerre a fait **800 000 victimes en Corée du Nord**, soit presque 10% de la population de l'époque, elle a détruit plus de la moitié de son potentiel industriel. Sa capitale Pyongyang n'est plus qu'un tas de ruines.

\*

**C'est dans ces conditions que la Corée du Nord va devoir se relever**, avec l'aide incontestable de l'URSS et de la Chine. Ce relèvement va être **spectaculaire**. Dès la fin de 1956, l'infrastructure économique de 1949 est intégralement reconstruite, et la production industrielle a doublé par rapport à 1949. Dans les campagnes, 70% des foyers paysans sont regroupés en coopératives et la production agricole s'accroît.

**Pendant les 25 ans qui suivent** la fin de la guerre, la Corée du Nord connaît un développement économique et social remarquable. Dès 1970, elle a achevé son passage d'une économie de type agricole à une économie de type industriel. L'industrie constitue à cette date 74% de la production globale (contre 34% en 1956), son taux annuel d'accroissement a été de **19,1%** en moyenne dans les années 1957-70, et sera encore de **15,9%** pendant la période 1970-79 et de plus de **16%** en 1980-82.

**Dès 1974**, la Corée du Nord a acquis sa propre **autosuffisance alimentaire**, en résultat notamment de la modernisation de l'agriculture : électrification rurale, développement considérable du système d'irrigation, utilisation d'engrais, augmentation du nombre de tracteurs et de machines agricoles.

**En 1979**, la production d'acier et de céréales surpasse celle de la Corée du Sud, pourtant nettement plus peuplée. Il en est de même de la consommation d'énergie par habitant.

**Sur le plan social, tous les besoins fondamentaux sont couverts**, qu'il s'agisse de l'alimentation, du logement, de l'habillement, de la santé ou de l'éducation. Le système de répartition égalitaire élimine toute pauvreté. Le riz, le logement, l'électricité, le chauffage, sont fournis à des prix extrêmement bas. L'enseignement, les soins médicaux, les crèches et jardins d'enfants sont totalement gratuits. L'Etat subventionne la nourriture et l'habillement des enfants. Dans le domaine de la santé, une politique de prévention généralisée a permis de supprimer les épidémies. **La mortalité a diminué de 40%**.

Il est incontestable que la Corée du Nord a donné pendant toute cette période la preuve évidente de la parfaite viabilité d'une économie socialiste, et de ses immenses avantages dans le domaine social.

**Pourtant dans les années 1980 et 1990, des difficultés vont apparaître**, en résultat de la conjonction de plusieurs facteurs. Nous devons correctement en analyser et en comprendre les causes.

\*

La Corée du Nord, pas plus que n'importe quel autre pays, ne vit isolée du monde extérieur, au sein duquel s'exercent des rapports de forces en évolution constante.

Elle continue à vivre constamment sous la **pression et les menaces de l'impérialisme US**, dans un climat d'insécurité et dans un grand isolement, encore accentué par ses prises de distances à l'égard des politiques poursuivies par les deux grandes puissances du monde socialiste, l'URSS et la Chine, qui réduisent au moins momentanément – nous aurons à faire par la suite à une situation beaucoup plus grave – l'aide apportée à la RPDC par les deux grands pays socialistes.

**En mars 1964**, après que le Parti du Travail de Corée ait pris ses distances avec le PCUS qu'il critique pour son révisionnisme et sa responsabilité dans la rupture de l'unité du camp socialiste, l'URSS, comme elle l'avait déjà fait avec la Chine, révoque unilatéralement ses accords économiques avec la Corée du Nord et suspend sa coopération technique. Deux ans plus tard, le Parti du Travail de Corée critique la « Grande Révolution Culturelle Prolétarienne » chinoise, d'où il s'ensuit une détérioration des relations entre les deux pays pendant quelques années, encore accentuée par le rapprochement ultérieur entre la Chine Populaire et les USA. Le gouvernement sud-coréen et les USA profitent de cet isolement relatif de la RPDC pour multiplier les incursions et les provocations le long de la frontière entre les deux Corées, notamment pendant les années 1967-68.

Par contrecoup, **la RPDC ressent plus que jamais la nécessité de ne compter que sur elle pour assurer sa propre défense**. Dès 1962 elle avait déjà décidé de renforcer la défense nationale et d'augmenter le budget militaire. Cette orientation imposée par la situation va s'accroître constamment dans les années suivantes, les dépenses d'armement vont s'accroître jusqu'à dépasser 20% du PIB à

partir de 1986. Cela crée évidemment une contrainte extrêmement lourde, provoque – comme ce fut le cas en URSS – des distorsions économiques avec la nécessité de donner en permanence la priorité à l'industrie lourde. Et cela justement au moment où d'autres facteurs négatifs vont faire leur apparition.

\*

Le premier facteur est commun à l'ensemble des pays du camp socialiste : Dans tous ces pays, initialement pour la plupart d'entre eux très sous-développés et situés à la périphérie du monde capitaliste, il a été possible de réaliser avec des rythmes relativement rapides une première phase de développement extensif, jetant les bases essentielles de l'économie. Mais arrivé à un certain point de ce développement, **la nécessité de rattraper dans tous les domaines le niveau de développement et d'efficacité des forces productives atteint dans les pays les plus avancés du monde capitaliste oblige à passer à un stade de développement intensif**, fondé sur un accroissement considérable de la productivité du travail grâce à l'utilisation des technologies les plus modernes. De cet aspect, l'économie mondiale constitue un tout au sein duquel les rapports de force entre les types d'économie existants jouent de tout leur poids. Qu'il s'agisse de la Chine Populaire, du Vietnam, de Cuba, aucun de ces pays à l'orientation socialiste confirmée n'échappe à **la nécessité d'obtenir les moyens technologiques, énergétiques et autres indispensables à leur phase actuelle de développement** en puisant dans le marché mondial et en pratiquant à son égard ce que l'on appelle une *politique d'ouverture*. Cette situation difficile et apparemment contradictoire ne prendra fin que lorsqu'au moins quelques-uns des pays les plus développés passeront eux-mêmes du capitalisme au socialisme, modifiant du tout au tout les rapports de force économiques actuels.

**Or la Corée du Nord n'échappe pas à cette situation.** La question s'est posée pour elle dès 1970, date à laquelle le gouvernement a décidé d'ouvrir beaucoup plus largement son commerce avec les grandes puissances capitalistes, et en particulier **avec le Japon** qui va devenir son **premier partenaire commercial** dans le monde capitaliste. En se poursuivant et en se développant d'année en année, cette orientation, à côté de ses effets bénéfiques pour le développement économique, va avoir l'inconvénient de creuser le déficit de la balance commerciale et de provoquer un endettement croissant du pays qui va lui créer des difficultés. La sévère pénurie de devises étrangères, comme dans le cas de tous les autres pays socialistes, va considérablement gêner ses échanges extérieurs et finir par entraver son développement économique.

\*

A cela s'ajoute un second facteur ayant eu des conséquences encore beaucoup plus dramatiques. Il s'agit de l'**effondrement de l'URSS** et de la disparition du camp socialiste à la fin des années 80. Quoique en disent nos camarades coréens sur leur volonté de ne compter que sur leurs propres forces, le soutien de la grande puissance soviétique et de l'ensemble du camp socialiste, après la fin de la période de brouille, avait une très grande importance. Jusque dans les années 1986-88, *plus*

*de la moitié du commerce extérieur de la Corée du Nord se faisait avec l'URSS, à des conditions souvent plus favorables que celles du marché mondial, par exemple en ce qui concerne les livraisons de pétrole. La fin de cette situation a eu, comme pour Cuba, des répercussions économiques très graves.*

La conjonction de ces différents facteurs aboutit à la fin des années 80 à un seuil de difficultés qui vont s'aggraver dans les années suivantes. Des goulots d'étranglement se forment, notamment dans les domaines des transports et de l'énergie, paralysant une partie de l'industrie. La production industrielle chute et subit pendant toutes les années 90 une croissance négative. La dette extérieure et la pénurie de devises continuent à croître.

La production agricole est gravement entravée par le manque d'énergie auquel s'ajoutent trois années successives de catastrophes climatiques. De très *graves inondations ravagent les récoltes* et font des centaines de milliers de sans-abris en 1995 et 1996, et en 1997 elles sont suivies par la plus *forte sécheresse* que la Corée du Nord ait connue depuis soixante ans, détruisant 60% de la récolte du riz et transformant la pénurie alimentaire des années précédentes en une véritable disette dans plusieurs régions du pays.

Ces difficultés économiques ont été bien réelles, et personne, en Corée du Nord ne songe à les nier. Mais elles ont été ici considérablement amplifiées, exagérées, déformées par les media occidentaux, aux fins de criminaliser le système économique et le régime politique de la RPDC, au lieu de donner des informations objectives et une analyse correcte de ce qui s'est réellement passé.

**Aujourd'hui, ces difficultés paraissent en grande partie surmontées.** Tant la production industrielle qu'agricole ont repris un cours ascendant, même si le gouvernement est obligé d'appliquer un strict programme d'économie d'énergie.

\*

Avant d'en finir avec les aspects économiques, il faut signaler les évolutions récentes et les réformes qu'a imposées la situation actuelle dans le cadre des rapports économiques mondiaux. Celles-ci sont de deux ordres et concernent d'une part le fonctionnement de l'ensemble du système économique socialisé, et d'autre part la politique d'ouverture aux capitaux étrangers.

Sur le premier aspect, et en relation avec le passage à un type de développement intensif, une réforme de la planification est opérée en 1981 dans le sens d'une plus grande décentralisation, avec la création de comités régionaux jouant un rôle intermédiaire entre la direction centrale du plan et les unités de production. Celles-ci vont jouir d'une plus grande autonomie de gestion dans le cadre du plan. Plus récemment ont été adoptées l'année dernière des mesures concernant les prix et les salaires, modifiant quelque peu le système des subventions de l'Etat pour mieux faire apparaître le coût réel des produits et services subventionnés, et liant plus étroitement la rémunération à la « juste valeur du travail ». Dans le domaine agricole, le fonctionnement des fermes collectives est aménagé en un système d'unités de production familiales assorti de primes pour mieux assurer la responsabilisation du travail.

Sur le deuxième aspect, le gouvernement envisage dès 1984 de s'engager prudemment, en prenant toutes les mesures de contrôle nécessaires, sur une voie analogue à celle de la Chine, avec la perspective de la création d'entreprises mixtes incluant des capitaux étrangers (les joints ventures). En 1991 est ouverte une première zone économique spéciale à Rajin-Sonbong, dans le nord du pays, avec des mesures incitatives pour favoriser l'investissement des capitaux. Dans d'autres villes aussi, comme à Nampo, existent d'ores et déjà des entreprises à participation de capitaux étrangers, et à Pyongyang nous avons visité une usine moderne de confection entièrement réalisée avec des capitaux de Sud-Coréens exilés au Japon.

Contrairement à une idée répandue ici, **ce n'est pas la Corée du Nord qui refuse l'ouverture et qui se ferme aux relations économiques et commerciales avec les pays capitalistes étrangers**. Ce sont les graves incertitudes de l'avenir, avec la menace constante d'une guerre qui pourrait résulter de l'agressivité américaine, qui dissuadent les capitaux étrangers de s'investir davantage et qui privent ainsi la Corée du Nord des avantages qu'elle pourrait en tirer.

Mais l'orientation est claire. Toute proportion gardée et avec des différences et des nuances dans l'application, elle est la même que celle dans laquelle se sont engagées la Chine et Cuba, pour assurer au socialisme la base de développement nécessaire dans le rapport de forces résultant objectivement de l'état actuel de l'économie mondiale dominée par le système capitaliste.

Dans ce cadre, **nous avons à exiger du gouvernement français** qu'il établisse, à l'exemple de nombreux autres pays, des **relations diplomatiques normales avec la RPDC**, et qu'il permette le développement d'une coopération économique et technologique avec ce pays. Au-delà, la meilleure solution est que l'on parvienne à renverser le système capitaliste dans les pays économiquement les plus avancés, notamment en France pour ce qui est de notre propre responsabilité, ce qui modifierait du tout au tout le rapport de force économique mondial.

\*

Je voudrais maintenant intervenir sur la politique constante menée par la Corée du Nord en faveur de la réunification des deux Corées.

Dès le 12 avril 1971, le gouvernement nord-coréen présente un programme de réunification et propose l'engagement de conversations entre les deux Corées. Kim Il Sung intervient lui-même à plusieurs reprises dans les années 1971-72 pour proposer la signature d'un traité de paix entre les deux Corées et l'ouverture de discussions entre les partis politiques des deux régimes. Des négociations s'ouvrent et aboutissent le **4 juillet 1972** à la publication d'un **communiqué commun mettant fin à l'état de belligérance entre les deux Corées** et exprimant la volonté commune de réunification du pays. Un comité de coordination est mis en place et va se réunir plusieurs fois jusqu'en juin 1973. Kim Il Sung présente le 23 juin une proposition en cinq points tendant à la constitution d'un Etat unique sous la forme d'une république fédérale. **Mais la situation en Corée du Sud**, où règne la dictature du général Park soutenu par les USA, un régime de terreur avec de nombreuses condamnations à mort d'opposants politiques et une répression sanglante des étudiants révoltés, **provoque la rupture des négociations**.

Il faudra attendre plus d'une dizaine d'années pour voir la reprise des contacts. Le 10 janvier 1984, le gouvernement de **la RPDC propose l'ouverture d'une conférence tripartite** entre les deux Corées et les Etats-Unis sur la réunification du pays, en mettant toutefois comme condition à celle-ci la fin de la présence des forces militaires US en Corée du Sud, **proposition rejetée** par le gouvernement de Séoul à l'instigation des Américains.

En septembre 1984, une détente va s'amorcer avec *l'aide matérielle*, notamment en aliments et en produits pharmaceutiques, *de la Corée du Nord à la Corée du Sud ravagée par un typhon* et par de graves inondations. Pour la première fois, la ligne de démarcation s'ouvre pour laisser passer ce matériel.

A partir d'octobre 1984, une décision commune est prise d'ouvrir des conversations en vue de promouvoir des relations économiques entre les deux Corées. Le 20 juin 1985, un accord de principe est conclu sur la création d'une commission économique mixte. Une rencontre entre parlementaires du Nord et du Sud en juillet se donne pour objet de faire avancer l'unification de la Corée. Mais cette fois encore, **sous la pression des USA** qui organisent de grandes manœuvres militaires en Corée du Sud, **il n'en résulte rien de concret**, et les conversations qui se poursuivent épisodiquement jusqu'en novembre 1985 n'aboutissent à aucun résultat.

Les appels réitérés des années suivantes des dirigeants nord coréens en vue de nouvelles négociations, avec proposition d'un accord de libre passage au travers de la ligne de démarcation, d'une rencontre au sommet entre les dirigeants des deux Corées, n'ont pas plus de succès, jusqu'à ce qu'en septembre 1990 le gouvernement sud-coréen autorise que se tienne à Séoul une première session de pourparlers inter-coréens de haut niveau entre les premiers ministres des deux Etats. Ces pourparlers aboutissent à la **conclusion le 13 décembre 1991 d'un accord de réconciliation, non-agression, échange de coopérations entre le Nord et le Sud**. D'autres rencontres vont se poursuivre dans les premiers mois de 1992, cependant que se déroule le 22 janvier 1992 au siège de l'ONU une rencontre tripartite de haut niveau entre les USA et les deux Corées, comme cela avait déjà été proposé huit ans plus tôt par la RPDC.

Il faut préciser qu'entre temps, **le 17 septembre 1991, les deux Corées avaient été simultanément admises à l'ONU**, opération à double tranchant : positive en tant qu'elle reconnaît officiellement pour la première fois l'existence bien réelle de la RPDC ; mais assez pernicieuse dans le sens qu'elle *officialise la reconnaissance de deux Etats distincts*, ce qui vise aussi à rendre plus difficilement acceptable la légitimité du processus de réunification.

Il faut attendre quatre ans encore pour qu'en août 1996 se déroule à New York une conférence internationale sur la réunification de la Corée, puis la reprise à Genève en juillet 1998 des pourparlers entre les USA, les deux Corées et la Chine sur l'organisation de la paix en Extrême Orient. Encore une fois, les choses semblent s'améliorer et une rencontre au sommet « historique » a lieu à Pyongyang le 12 juin 2000 entre les présidents des deux Corées, Kim Dae Jung et Kim Jong Il.

**L'arrivée frauduleuse de Bush junior** à la présidence des Etats-Unis, puis les attentats du 11 septembre 2001, à la suite desquels **la Corée du Nord est inscrite**

**sur la liste des « Etats voyous », ne va pas arranger les choses. De laborieuses négociations se sont néanmoins poursuivies dans le courant de l'année dernière entre les deux Corées sur l'établissement d'une liaison routière et ferroviaire traversant la ligne de démarcation et favorisant les échanges. Mais leur aboutissement est constamment fragilisé par la présence militaire, **les pressions et la menace permanente des Etats-Unis, qui portent à eux seuls la responsabilité du maintien de la division en deux Etats de la péninsule coréenne.****

\*

Tout ceci en effet se déroule **dans le contexte du contentieux nucléaire entre la Corée du Nord et les Etats-Unis**, dont ceux-ci se servent de **prétexte** pour maintenir, renforcer et redéployer leurs forces en Corée du Sud et dans tout l'Extrême Orient, et pour mener une **campagne médiatique destinée à préparer l'opinion publique à toute agression éventuelle contre la Corée du Nord.**

Jusqu'à la fin des années 80, la question du nucléaire ne s'est pas posée pour la Corée du Nord, dont les dirigeants insistaient au contraire pour que soit créée une zone dénucléarisée en Asie du Nord Est, ce qui aurait supposé bien entendu que les Etats-Unis retirent leurs propres missiles entreposés en Corée du Sud. En décembre 1985, la RPDC adhère au traité de non-prolifération nucléaire, et en décembre 1991 un accord est signé entre les deux Corées en faveur d'une dénucléarisation de la péninsule. En avril 1992, la RPDC ratifie le traité international sur un « accord de garanties nucléaires » et accepte l'inspection de son territoire par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

**Deux types d'évènements vont modifier cette situation**, l'un d'ordre économique et l'autre d'ordre militaire, tous deux en corrélation avec la disparition de l'URSS et du camp socialiste.

En premier lieu, pour pallier son déficit énergétique après la fin des livraisons de pétrole par l'URSS à des conditions avantageuses, la Corée du Nord s'engage d'une façon tout à fait légitime dans la voie du développement d'une filière nucléaire aux fins de **production de l'énergie électrique.**

Au plan militaire, dépourvue désormais du « parapluie nucléaire » de l'URSS et affirmant, face aux menaces croissantes des impérialistes US, la nécessité de devoir se défendre en comptant uniquement sur ses propres forces, la Corée du Nord n'exclut pas en principe de se doter de l'arme nucléaire, à titre exclusivement **dissuasif et défensif**. En réponse aux manœuvres militaires conjointes « Team Spirit » des USA et de la Corée du Sud, elle se retire le 11 mars du Traité de Non-Prolifération Nucléaire.

**Les Etats-Unis s'emparent de cette situation** pour développer contre la Corée du Nord toute une campagne de chantage nucléaire, ils multiplient leurs menaces et leurs actes d'hostilité. Les années 1991-94 ont été des années de relations tumultueuses entre les deux pays, lourdes de menaces d'agression militaire de la part des Etats-Unis, qui après la fin de la « guerre froide » ont reporté sur les Etats socialistes survivants, notamment la Corée du Nord et Cuba, toute l'agressivité

dont ils faisaient preuve précédemment contre l'URSS, **dans l'espoir de faire tomber ces derniers bastions du socialisme.**

Seule l'attitude responsable, à la fois ferme et conciliante, des dirigeants nord-coréens, a permis d'éviter le pire. Leur volonté d'aboutir à une solution négociée a débouché sur l'accord du 13 août 1994 entre les USA et la Corée du Nord sur la « normalisation complète de leurs relations économiques et politique ».

**Le 17 octobre**, un accord qualifié « historique » est conclu sur la restructuration du programme nucléaire de la Corée du Nord, qui abandonne sa filière nucléaire graphite-gaz en échange de la fourniture par les USA de réacteurs à eau pressurisée et de la livraison annuelle d'une certaine quantité de pétrole. Le traité est signé à Genève le 21 octobre, visant à « parvenir à la paix et à la sécurité dans une péninsule coréenne dénucléarisée ».

Le conflit est-il donc terminé ? Non. C'est encore une fois **les Etats-Unis qui rompent leurs engagements en novembre 2002, violant l'accord d'octobre 1994 en cessant unilatéralement leurs livraisons de pétrole sans avoir préalablement fourni à la Corée du Nord le moindre réacteur à eau pressurisée.** Ils s'empressent d'accuser celle-ci de fabriquer des armes atomiques dès lors qu'elle a dû reprendre son programme nucléaire civil initial pour se fournir en énergie.

**Une nouvelle campagne d'intimidation de grande ampleur a été lancée au début de cette année (2003),** avec le débarquement de renforts de troupes US en Corée du Sud, le déploiement de bombardiers US face à la Corée du Nord, la conduite à nouveau de grandes manœuvres militaires dans le Sud, l'annonce de nouvelles sanctions économiques et l'exercice d'une vive pression sur les gouvernements de Séoul et de Tokyo pour qu'ils les appliquent. **La Corée du Nord, classée par Bush dans les forces de « l'Axe du Mal », est dès lors considérée comme une deuxième cible possible de l'impérialisme US, immédiatement derrière l'Irak.**

Les dirigeants nord-coréens ont réagi avec fermeté, avec la même volonté, comme avant 1994, de ne pas se laisser intimider. Ils ont procédé au démantèlement des dispositifs de surveillance nucléaire de l'AIEA, déclaré que la menace d'une frappe nucléaire préventive américaine les déliait de leur adhésion au Traité de Non-Prolifération Nucléaire, et mis le pays en état d'alerte. En même temps, ils ont réaffirmé que la RPDC n'a aucune intention de produire des armes nucléaires.

Le gouvernement nord-coréen, appuyé par la Chine, ne cesse de proposer que de véritables négociations suivies d'effets réels soient engagées pour **aboutir à un pacte de non-agression et à la dénucléarisation de toute la péninsule coréenne,** supposant le départ des 42 000 soldats américains implantés en Corée du Sud et le retrait de toutes les armes de destruction massive, dont un millier de missiles nucléaires, qui y sont entreposés.

Nous en sommes là pour le moment.

La conclusion à en tirer est l'expression de notre solidarité avec la Corée du Nord socialiste, son peuple et ses dirigeants, contre l'impérialisme US.

**René Lefort**  
**Septembre 2003**

## 2<sup>ème</sup> partie : CHRONOLOGIE CONTEMPORAINE SUR LA COREE DU NORD (deuxième édition)

### **1 - LA LUTTE CONTRE L'OCCUPATION JAPONAISE**

**A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle**, la Chine, le Japon et la Russie s'efforcent de mettre la main sur la Corée.

**1905** – Le Japon, après avoir éliminé la concurrence de la Chine (guerre sino-japonaise de 1894-95), et de la Russie (guerre russo-japonaise de 1904-05), impose au gouvernement coréen un traité de protection en novembre 1905.

**1907** – Mutinerie de soldats coréens contre l'occupation japonaise.

**1910** – Le Japon annexe la Corée. L'opposition de la population suscite une série de mesures oppressives (abolition des droits d'association, de réunion, de publication) et une répression policière de grande ampleur, avec des dizaines de milliers d'arrestations (allant de 50 000 en 1912 à 140 000 en 1918). ***Les occupants japonais vont mettre la main sur l'industrie coréenne, ainsi que sur les terres dont sont expropriés massivement les paysans coréens.***

**23 mars 1917** – Création de **l'Association Nationale de Corée**, organisation révolutionnaire clandestine.

**1919** – Après la fin de la première guerre mondiale, la résistance coréenne élabore une « Déclaration d'Indépendance » (1<sup>er</sup> mars 1919), en faveur de laquelle 500 000 personnes manifestent de mars à mai 1919 dans un mouvement d'insurrection nationale contre l'impérialisme japonais. Il s'en suit une violente répression (7509 tués, 15 961 blessés, 46 948 emprisonnés).

Un ***gouvernement provisoire de la République de Corée se constitue en exil*** dans la concession française de Shanghai, alliant les nationalistes au mouvement communiste en voie de formation (le communiste Yi Tong Hui est un moment premier ministre de ce gouvernement).

**Années 1920** – L'exportation massive de riz coréen vers le Japon provoque des situations de famine en Corée (en 1924, près de 45% des paysans souffrent de la faim). Pour éliminer toute résistance, la répression japonaise s'accroît.

**1923** – Apparition des **premiers cercles communistes**. Traqués, les noyaux communistes doivent s'exiler et se regroupent essentiellement à Shanghai et à Irkoutsk. Opposés entre eux par des luttes de fraction, ils tentent une première fois de se créer en parti en avril 1925 à Séoul.

**1925** – Des intellectuels communistes fondent l'association culturelle « Korean Artists Proletarian Federation » (KAPF), qui encourage les lecteurs à se révolter contre la vie misérable des paysans et des ouvriers. Traquée, la KAPF sera définitivement dissoute par les autorités japonaises en 1935.

**10 juin 1926** – Importantes manifestations populaires pour l'indépendance, violents affrontements.

**1926** – Le **Parti Communiste est interdit et réprimé par les occupants japonais**. Il va de nouveau tenter à trois reprises de se reconstituer.

**17 octobre 1926** – Kim Il Sung fonde l'Association Anti-impérialiste.

**1927** – Les nationalistes et les communistes en exil se constituent en un **front unique** structuré avec l'organisation de masse Shinganhoe, qui va durer jusqu'en 1931.

**1928** – Une quatrième fois reconstitué, le **Parti Communiste de Corée est admis officiellement dans l'Internationale Communiste** lors du sixième congrès de celle-ci (août 1928). Mais en décembre 1928, le PC de Corée, qui a opté pour la lutte armée sur les confins mandchous, est très sévèrement critiqué par l'Internationale Communiste.

**3 juillet 1930** – **Refondation du Parti Communiste** par Kim Il Sung à la conférence de Kalun (Chine).

**1930** – Le PC de Corée participe à de nombreux mouvements sociaux : manifestations de masse contre la répression, grèves, agitation paysanne, émeutes dans plusieurs villes en mai 1930.

**Avril – août 1931** - Emeutes contre les occupants impérialistes japonais.

**Décembre 1931** – Constitution en Mandchourie du **premier maquis communiste coréen**, sous la direction de Kim Il Sung.

**1932** – Les communistes chinois et coréens unissent leurs forces contre les envahisseurs japonais, organisent des guérillas dans les trois provinces du Nord-Est et se regroupent au sein des « Armées antijaponaises unies du Nord-Est. En leur sein est créée par Kim Il Sung l'Armée de guérilla populaire antijaponaise (25 avril

1932), qui devient en **mars 1934 l'Armée Révolutionnaire Populaire Coréenne (ARPC)**.

**Mai 1936** – Sur le territoire chinois contrôlé par les guérillas coréennes est fondée une « Association pour la reconstruction de la patrie », dirigée par Kim Il Sung.

**1937** – Interdiction de l'enseignement en coréen dans les écoles.

**Mars 1937** – L'ARPC pénètre en grandes formations sur le territoire coréen.

**Décembre 1938** – Début de la « Dure Marche » de l'ARPC, qui après plus de 100 jours se termine en mars 1939.

**1940** – Interdiction des revues et journaux en langue coréenne. Répression contre les intellectuels japonais, dont un grand nombre sont emprisonnés.

## **2 - LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET LA LIBERATION**

**Années 1940** – Pendant la deuxième guerre mondiale, intensification de la guérilla antijaponaise. Un second groupe de communistes coréens se constitue en Chine à Yen-an et crée une « **Ligue de la Chine du nord pour l'indépendance de la Corée** », sous la direction de Mu Jong. En concurrence avec l'organisation dirigée par Kim Il Sung, le « groupe de Yen-an » la rejoindra et coopérera avec elle après 1945.

**22-26 novembre 1943** – A la Conférence du Caire, la Chine, la Grande Bretagne et les USA s'engagent à restaurer l'indépendance de la Corée. Cet engagement est renouvelé à la Conférence de Potsdam (juillet 1945) à laquelle participe l'URSS, mais en application des accords de Yalta (février 1945) **la Corée va être partagée en deux zones d'influence et d'occupation (URSS, USA) de part et d'autre du 38<sup>ème</sup> parallèle.**

**8 août 1945** – L'URSS déclare la guerre au Japon. Les forces soviétiques, aidées par la guérilla coréenne antijaponaise, vont libérer complètement la Corée. Quelques jours après la libération, une centaine de communistes, sous la direction de O Ki Sop, Chong Tal Hon et Chu Yong Ha, constituent une « Association des Communistes de la province du Hamkyong du Sud.

**15 août 1945** – Capitulation du Japon. Dans toute la Corée, déjà entièrement libérée par les forces soviétiques avant le débarquement des troupes US, des **comités populaires locaux** se forment. Dès le 15 août s'organise à Séoul un « Comité préparatoire à la fondation d'un Etat coréen », présidé par Yo Un Hyong.

**17 août 1945** – Création à Pyongyang d'un « Comité préparatoire à la fondation d'un Etat de la province du Pyongyang du Sud, sous la direction de Cho Man Sik, qui, quelques jours après, devient le « Comité Populaire du Peuple » auquel le commandement soviétique transmet le pouvoir administratif des régions libérées.

**17 août 1945** – Les communistes « de l'intérieur » constituent sous la direction de Hyon Chun Hyok un « Comité du Parti Communiste de Corée pour la province de Pyongyang du Sud ».

**20 août 1945** – Création à Séoul par Pak Hon Yong d'un « Comité préparatoire à la fondation du Parti Communiste de Corée ». **Le Parti sera effectivement reconstitué le 11 septembre 1945.**

**6 septembre 1945** – Les représentants des comités populaires constituent à Séoul une « Assemblée Nationale des Représentants du Peuple », qui proclame la **République Populaire de Corée** et élit un « Comité Central du Peuple ». Ce dernier constitue un gouvernement largement dominé par les communistes.

**8 septembre 1945** – Les premières troupes US débarquent en Corée du Sud et, conformément aux accords de Yalta, elles vont occuper celle-ci jusqu'au 38<sup>ème</sup> parallèle. Les autorités d'occupation US dissolvent les comités populaires et instaurent une administration militaire. Les comités populaires et le pouvoir qui en est issu ne subsistent dès lors que dans le Nord sous influence soviétique.

**28 septembre 1945** – Assassinat à Pyongyang du dirigeant communiste Hyon Chun Hyok.

**8-10 octobre 1945** – Congrès des comités populaires des cinq provinces de Corée du Nord, qui vont organiser l'administration du pays à partir du 19 novembre 1945.

**10-13 octobre 1945** – Le congrès des représentants et militants des cinq provinces du Nord Ouest du Parti Communiste créent la **section nord-coréenne du Parti Communiste de Corée**, dirigée par Kim Yong Pom, puis à partir de décembre 1945 par Kim Il Sung. La section va progressivement devenir le Parti Communiste de Corée du Nord.

**Décembre 1945** – A la conférence de Moscou des ministres des Affaires Etrangères des USA, de la Grande Bretagne et de l'URSS, celle-ci propose que soit créé un gouvernement démocratique unique en Corée libérée de toute occupation étrangère. Le refus des USA et de la Grande Bretagne aboutit à la décision commune de soumettre la Corée à cinq ans de tutelle, pendant laquelle une commission conjointe URSS – USA devrait trouver les moyens « d'établir l'indépendance nationale en Corée ».

La politique de répression immédiatement mise en œuvre par les autorités d'occupation US pour éliminer toutes les organisations sociales (y compris

notamment les syndicats) favorables à l'unification déclenche une insurrection populaire dans le Sud, sévèrement réprimée.

**Février 1946** – Le parti démocratique « Ligue pour l'Indépendance de la Corée » se transforme en un « **Nouveau Parti du Peuple de Corée** », sur des bases « **marxistes-léninistes modérées** ».

**Février 1946** - Les délégués des comités populaires locaux constituent un Comité Populaire Provisoire, qui établit le 8 février un **Etat de Démocratie Populaire en Corée du Nord**. Le pouvoir est assuré par le **Front National Démocratique Uni**, qui rassemble tous les partis et organisations démocratiques sous la direction du Parti Communiste. Il est notamment décidé de consolider les comités populaires locaux, de procéder à une réforme agraire (distribution gratuite aux paysans sans terre de 960 000 hectares confisqués aux grands propriétaires fonciers et aux colonisateurs japonais), de nationaliser toutes les entreprises appartenant aux impérialistes japonais ou à leurs collaborateurs coréens, de développer l'enseignement public sur une large échelle et à tous les niveaux.

**Mars 1946** – Création d'une « Union des Ecrivains et des Artistes ».

**Juin 1946** – Loi sur l'impôt agricole en nature.

**Juin – Juillet 1946** – Promulgation de toute une série de **lois sociales et de réglementation du travail** : journée de huit heures (sept heures pour les travaux pénibles et malsains), congé annuel de deux semaines (pouvant aller jusqu'à un mois pour les travaux malsains), assurances sociales, égalité complète de la femme, interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans, etc.

**10 août 1946** – Loi de nationalisation.

**20-30 août 1946** – **Congrès de fondation du Parti du Travail de Corée du Nord**, résultat de la fusion du Parti Communiste de Corée du Nord et du Nouveau Parti du Peuple de Corée. Le Parti, sous la direction effective de Kim Il Sung (le président en titre étant Kim Tu Bong) compte 366 000 adhérents.

**3 novembre 1946** – Election des comités populaires, à laquelle participent 99,6% des électeurs dans le Nord.

**17-20 février 1947** – Congrès des comités populaires, qui adopte le premier plan d'Etat de développement économique pour l'année 1947 et institue l'Assemblée Populaire de Corée du Nord. Celle-ci élit un « **Comité Populaire de Corée du Nord** » comme organe suprême du pouvoir exécutif, qui se fixe un programme de gouvernement correspondant à la « période de transition vers le socialisme ».

**21 mai 1947** – Fin des négociations entre l'URSS et les USA sur la Corée.

**14 novembre 1947** – L'ONU (sous le contrôle de fait des USA) décide l'organisation d'élections générales sur l'ensemble du territoire coréen pour former une Assemblée Constituante en vue de désigner un gouvernement unique pour toute la Corée. Une « commission temporaire de l'ONU sur la Corée » est chargée de l'application de ces mesures.

**8 février 1948** – **Création de l'Armée Populaire de Corée**, à laquelle sont amalgamées les anciennes formations de guérilleros antijaponais

**27-30 mars 1948** – **Deuxième congrès du Parti du Travail**, qui compte 725 762 membres. Adoption du second plan annuel de développement économique pour 1948.

**18 avril 1948** – A l'initiative du Parti du Travail, une conférence regroupe 56 organisations et partis politiques du nord et du sud de la Corée, qui dénonce la « commission de l'ONU sur la Corée » comme un instrument de la politique colonialiste de l'impérialisme US et décide de boycotter les « élections générales » prévues par l'ONU pour le 10 mai. Elle proclame l'illégalité du gouvernement qui serait issu de ces élections. Une manifestation de soutien de 300 000 personnes a lieu à Pyongyang le 25 avril.

**10 mai 1948** – Les élections décidées par l'ONU se déroulent sur le seul territoire de la Corée du Sud sous le contrôle des occupants US.

**Juin 1948** – Nouvelle conférence commune de plus de 70 partis et organisations du Nord et du Sud, qui déclare illégales les élections du 10 mai en Corée du Sud.

**15 août 1948** – Formation unilatérale d'un gouvernement de la « République de Corée » en Corée du Sud sous la direction de Syngman Rhee, fantoche de l'impérialisme US. *Il est reconnu comme « gouvernement de toute la Corée » par les puissances occidentales !*

**25 août 1948** – En réponse aux manœuvres des puissances impérialistes sous la couverture de l'ONU, le Front National Démocratique Uni organise des élections démocratiques sur l'ensemble du territoire de la Corée (déclarées illégales et réprimées au Sud) pour constituer une Assemblée Populaire Suprême le 8 septembre.

### 3 - LA NAISSANCE DE LA R.P.D.C.

**9 septembre 1948** – L'Assemblée Populaire Suprême proclame la **REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE (RPDC)** et en forme le gouvernement, qui ne pourra de fait exercer son pouvoir qu'en Corée du Nord. Elle adopte la Constitution de la République et élit Kim Il Sung président du conseil des ministres.

**Septembre 1948** – L'URSS annonce le retrait complet de ses troupes de Corée avant la fin de l'année 1948.

Elle va établir en 1949 des relations diplomatiques normales avec la Corée du Nord.

**1948 – 1949** – L'Assemblée Populaire Suprême adopte un **plan biennal 1949-50** se proposant d'accélérer le rythme de développement de la production, de poser les bases d'une économie nationale indépendante, d'élever le niveau de vie matériel et culturel du peuple, et de préparer les conditions économiques de la réunification du pays.

**Mars 1949** – Visite officielle de Kim Il Sung à Moscou. Signature d'un traité économique et culturel entre l'URSS et la RPDC.

**30 juin 1949** - **Les Partis du Travail de Corée du Nord et de Corée du Sud fusionnent.**

**Septembre 1949** – Loi sur la mise en vigueur de l'enseignement primaire obligatoire pour tous.

**En 1949**, la production industrielle atteint l'indice 371,1 (par rapport à un indice 100 en 1946). La récolte de céréales a progressé de 29,8% par rapport à 1944, et le niveau de vie s'est nettement amélioré dans les campagnes. Un effort considérable a été fait pour développer l'enseignement à tous les niveaux, liquider l'analphabétisme, former des spécialistes, techniciens et ingénieurs. Des mesures importantes sont également prises dans le domaine de la santé publique (soins gratuits, lutte contre les épidémies, création d'institutions médicales, de centres de repos, de sanatorium, etc.)

Cette situation de la fin des années 1940 **contraste avec celle de la Corée du Sud**, où sévissent la désorganisation économique (inflation, chute de la production, paupérisation), des émeutes et des troubles sociaux, une crise politique.

**1950** – Création dans les campagnes de stations de location de machines agricoles.

## 4 - LA GUERRE DE COREE

**Printemps 1950** – Pour faire diversion à sa propre crise, la Corée du Sud, avec la complicité des Etats-Unis, **multiplie les provocations et les incursions contre la Corée du Nord le long du 38<sup>ème</sup> parallèle**. Le 17 juin, la visite en Corée du Sud du conseiller US Foster Dulles a pour but l'examen d'un plan d'invasion de la Corée du Nord par les forces du Sud.

**19 juin 1950** – Le présidium de l'Assemblée Populaire Suprême propose d'accomplir la réunification pacifique du pays.

**25 juin 1950** – Pour prévenir la menace de Syngman Rhee d'opérer un coup de force militaire contre le Nord, les forces nord coréennes franchissent le 38<sup>ème</sup> parallèle **en vue d'achever la libération de toute la Corée**. C'est le **début de la guerre de Corée**. Le 28 juin, les forces nord coréennes s'emparent de Séoul. Dans toutes les régions libérées, il est procédé au blocage des comptes en banque, à la réforme agraire, à la préparation des élections aux comités populaires. Des tribunaux populaires sont constitués pour juger les traîtres.

**Septembre 1950** – Les troupes US, avec la caution de l'ONU, débarquent en force et lancent une offensive contre les forces nord coréennes **qui avaient déjà libéré presque tout le Sud**.

Elles franchissent le 38<sup>ème</sup> parallèle en octobre 1950 et progressent vers le nord. Les troupes US vont procéder à de nombreux massacres de la population civile.

**26 novembre 1950** – Intervention des forces chinoises aux côtés des nord-coréens. Leur contre-offensive en décembre 1950 permet de repousser les agresseurs US vers le sud, Séoul va être reprise et le territoire coréen à nouveau libéré jusqu'à 100 km au sud du 38<sup>ème</sup> parallèle.

**Avril 1951** – Le prolongement de la guerre et le blocage des forces US (auxquelles coopèrent les autres puissances occidentales sous le drapeau de l'ONU) au sud du 38<sup>ème</sup> parallèle *engendrent une crise à l'ONU*. Mac Arthur (partisan d'une offensive contre la Chine) est remplacé par le général Ridgway.

**10 juillet 1951** – Pourparlers de Kaesong entre les belligérants, interrompus fin août 1951, puis repris à Panmunjom en octobre 1951.

**27 juillet 1953** – A l'issue de deux ans de pourparlers pendant lesquels la guerre se prolonge, un accord d'**armistice** est signé à Panmunjom. Une nouvelle frontière est établie entre les deux Corées, sur la ligne du cessez-le-feu.

***La guerre a fait 800 000 victimes en Corée du Nord et détruit plus de la moitié de son potentiel industriel. Pyongyang est en ruines.***

## 5 - L'APRES GUERRE ET LES ANNEES D'ESSOR

**Août 1953** – Après la fin de la guerre, une vaste **épuration politique** est menée, plusieurs hauts fonctionnaires sont arrêtés et certains d'entre eux condamnés à mort pour trahison. Un groupe constitué au sein du Parti autour du dirigeant communiste Pak Hon Yong est accusé de fractionnisme et de trahison. Pak Hon Yong va être condamné à mort et fusillé en 1955.

**Août 1953** – Plenum du CC du Parti du Travail, qui adopte un **plan triennal 1954-1956 de relèvement et de développement de l'économie**. Afin d'élever la productivité agricole pour assurer l'approvisionnement de la population, le Parti du Travail adopte un **plan de coopérativisation des campagnes**, avec une phase d'expérimentation en 1953-54.

**Septembre 1953** – **L'URSS** accorde sa garantie à la Corée du Nord et lui **attribue une aide de 250 millions de dollars pour sa reconstruction économique**. De son côté, **la Chine** fait don à la Corée du Nord de **360 millions de dollars** pour la réalisation du plan triennal.

**Juin 1954** – La conférence de Genève sur la Corée, qui s'était ouverte en avril 1954, achève ses travaux par un procès-verbal de carence.

**Fin 1954**, la généralisation de la coopérativisation aboutit au regroupement des petites propriétés agricoles en fermes collectives.

**En 1955**, des dissensions se développent au sein du Parti du Travail. Un courant « pro-soviétique » et un courant « pro-chinois » (issu de l'ancien groupe de Yen-an) s'opposent entre eux et avec le groupe dirigeant des « communistes de l'intérieur » constitué autour de Kim Il Sung.

Au plenum du 4 avril 1955 du CC du Parti du Travail, Kim Il Sung critique sévèrement les « activités fractionnelles » et déplore la destruction du premier parti communiste coréen par « des fractionnistes et des saboteurs »

**28 décembre 1955** – Dans un discours critiquant le dogmatisme et le formalisme, afin de se démarquer à la fois des positions du PCUS et du PC Chinois, Kim Il Sung évoque pour la première fois la nécessité d'appliquer la notion du djoutché (**compter sur ses propres forces pour assumer son propre destin**) dans le travail idéologique.

**23-29 avril 1956** – **Troisième congrès du Parti du Travail**, qui compte 1 164 945 adhérents. Dans le CC issu de ce congrès, les divers courants sont encore représentés et les plus proches partisans de Kim Il Sung demeurent minoritaires.

**Juin – juillet 1956** – Visites officielles de Kim Il Sung en URSS et dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est, négociations d'aide économique et technique.

**Août 1956** – Offensive dans le Parti des communistes « réformateurs », affrontement politique entre les partisans et les adversaires de Kim Il Sung. Le plenum du CC expulse du Parti plusieurs opposants, cependant que d'autres (membres du groupe de Yen-an) s'exilent en Chine.

**Novembre 1956** – Dans ses discours du 9 et du 25 novembre, Kim Il Sung critique violemment les « éléments fractionnels antiparti » et les « ingérences étrangères » dans la politique du Parti et du gouvernement.

**13 décembre 1956** – Plenum du CC du Parti du Travail, qui examine le projet de plan quinquennal 1957-62. Kim Il Sung y prononce à nouveau un discours violent contre les menées contre-révolutionnaires au sein du parti, pour la nécessité de poursuivre la lutte de classe et de procéder à une épuration du Parti.

*Une sévère épuration est effectuée lors de la remise des cartes 1957 du Parti.*

**16 décembre 1956** – Règlement entre l'URSS et la Corée du Nord des problèmes de citoyenneté des personnes possédant la double nationalité russe et coréenne.

**Fin 1956, l'infrastructure économique de 1949 est intégralement reconstruite, et la production industrielle a doublé** par rapport à 1949. 70% des foyers paysans sont regroupés en coopératives.

**1957** – Lancement du **plan quinquennal 1957-62**, qui va être réalisé en seulement trois ans, avec une augmentation annuelle de la production industrielle de + 45%.

**31 mai 1957** – Le présidium du CC du Parti du Travail décrète le « renforcement de la lutte à l'égard des contre-révolutionnaires ».

**Août 1957** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême. Le nouveau gouvernement qui va en résulter est sensiblement modifié et ne comprend plus aucun des opposants « réformateurs ».

**19 octobre 1957** – Au plenum du CC du Parti du Travail, après l'élimination complète de tous les anciens dirigeants du « groupe du Yen-an » pro-chinois, Kim Il Sung s'en prend aux pro-soviétiques.

**Février 1958** – Annonce du retrait des troupes chinoises de Corée du Nord. Ce retrait sera achevé en octobre 1958.

**Février 1958** – L'épuration atteint les rangs de l'Armée Populaire, dont plusieurs dirigeants sont limogés.

**3-6 mars 1958** – Conférence du Parti du Travail. Kim Il Sung y dénonce le mouvement « révisionniste » et poursuit l'épuration.

**Août 1958** – Toute la campagne nord-coréenne est organisée en fermes coopératives et en fermes d'Etat.

**En 1958, la production céréalière a doublé par rapport à 1946.**

**1959** – L'impôt agricole en nature qui était de 25% de la production agricole lors de la réforme agraire de 1946, est abaissé à 8,4% après avoir été déjà réduit progressivement depuis la fin de la guerre de Corée.

**1<sup>er</sup> avril 1959** – **Gratuité totale de l'instruction.**

**Septembre 1959** – Accord entre l'URSS et la RPDC sur la coopération atomique à des fins pacifiques.

**13 octobre 1960** – La Chine fait à la Corée du Nord un prêt d'un montant de 105 millions de dollars.

**En 1960, des résultats déjà très importants sont enregistrés dans la réalisation du plan quinquennal.** En quatre ans, depuis 1956, le revenu national s'est accru de 2,1 fois. La production a été multipliée par 1,8 pour l'électricité, 2,7 pour le charbon, 3,4 pour l'acier, 3,8 pour la fonte et pour le ciment. La production a également progressé pour les engrais chimiques (+190%) et pour les tissus (+150%). Enfin des résultats très satisfaisants sont enregistrés dans la production agricole et l'élevage.

**6 juillet 1961** – Signature à Moscou d'un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre l'URSS et la RPDC. Le 11 juillet, un traité semblable est signé à Pékin entre la Chine et la RPDC.

**11-18 septembre 1961** – **4<sup>ème</sup> congrès du Parti du Travail**, qui compte 1 311 543 adhérents. Modification des statuts. Le CC élu compte une large majorité de partisans de Kim Il Sung. Le congrès adopte le plan septennal 1961-67.

**Janvier 1962** – Organisation de la direction par l'Etat des fermes coopératives au niveau des arrondissements.

**Août 1962** – Election à l'Assemblée Populaire Suprême.

**10-16 décembre 1962** - Plenum du CC du Parti de Travail, qui examine le bilan du plan quinquennal 1957-61 et le plan de développement économique pour 1963. Il décide le **renforcement de la défense nationale et l'augmentation du budget de la Défense**. Le CC note la nécessité d'intensifier la lutte contre le révisionnisme. Il se prononce pour l'unité et la cohésion du camp socialiste.

**Fin 1963**, la croissance industrielle a été en moyenne depuis 1954 de **+34,8% par an** (dont +39,8% pour l'industrie lourde). Ce rythme de croissance très élevé va

désormais se ralentir en raison notamment du poids des dépenses militaires imposées par les menaces constantes des puissances impérialistes.

**25 février 1964** – Le plenum du CC du Parti du Travail adopte des thèses sur la question agraire. *Décision d'abolir complètement le système de l'impôt agricole en nature d'ici à 1966.*

**Mars 1964** – Le Parti du Travail prend ses distances avec le PCUS, critiqué pour son révisionnisme et sa responsabilité dans la rupture de l'unité du camp socialiste. En décembre 1964, le Parti du Travail refuse de participer à la pré-conférence des partis communistes convoqués par le PCUS. L'URSS, comme elle l'a déjà fait avec la Chine, révoque unilatéralement ses accords économiques avec la Corée du Nord et suspend sa coopération technique.

**En 1964, la Corée du Nord offre son aide économique à la Corée du Sud. Cette offre est rejetée.**

**Avril 1965** – Importante conférence de Kim Il Sung sur l'idéologie du djoutché, qui va de plus en plus affirmer l'identité du Parti du Travail de Corée pour le distinguer des partis pro-soviétiques ou pro-chinois.

**En 1965**, la croissance industrielle est de + 14%.

**Août 1966** – Le Parti du Travail se solidarise avec le PC Japonais qui vient d'affirmer son indépendance à l'égard du PC Chinois auquel il reproche de briser l'unité du mouvement communiste international et de vouloir imposer sa volonté aux autres partis communistes.

En septembre 1966, le Parti du Travail condamne la « Révolution Culturelle » chinoise. *Il critique désormais à la fois le « révisionnisme moderne » du PCUS et le « dogmatisme » du PC Chinois.*

**5 octobre 1966** – Deuxième conférence nationale du Parti du Travail, qui examine la situation générale (internationale et nationale) et les tâches du Parti.

**12 octobre 1966** – Le plenum du CC renforce le centralisme du Parti en substituant à la présidence et à la vice-présidence, collégiales, un secrétariat général du Parti.

**Novembre 1966** – Le Parti du Travail de Corée, conjointement avec le PC Chinois, propose la constitution d'une force internationale pour **aider la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US.**

**Décembre 1966** – Le Parti du Travail de Corée s'oppose à l'exclusion de la délégation chinoise de la 16<sup>ème</sup> session du conseil général de la FSM.

**Mars 1967** – Annonce d'une nouvelle vague d'épuration du Parti, qui atteint son apogée au plenum du CC des 4-8 mai 1967 et va se prolonger en 1968-69.

**Début 1967** – Le gouvernement de Séoul et les USA multiplient les provocations le long de la frontière entre les deux Corées, **obligeant la RPDC à développer ses armements** au détriment de la réalisation du plan dont les rythmes de croissance vont baisser.

**18 avril 1967** – Présentation du budget, dont 30% est attribué à la défense nationale. Le plan septennal va devoir être prolongé de trois ans (jusqu'en 1970). Instauration de l'enseignement obligatoire de 9 ans.

**25 mai 1967** – Kim Il Sung qualifie *d'opportunisme de droite la conception khrouchtchévienne de « l'Etat du peuple tout entier »*.

**Juillet 1967** – Nouvelles et graves provocations faisant plusieurs victimes, perpétrées aux frontières par les Sud Coréens.

**Novembre 1967** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême.

En 1967, la production industrielle a été accrue de 22 fois par rapport à 1948, le revenu national par habitant a augmenté de 9 fois par rapport à 1946 et de 4,4 fois par rapport à 1949.

**Janvier 1968** – Des bâtiments de guerre nord coréens capturent le patrouilleur US « Pablo » dans les eaux territoriales de la Corée du Nord. L'équipage du « Pueblo » sera libéré en décembre 1968.

**Avril 1968** – Un avion de reconnaissance US opérant au-dessus de la Corée du Nord est abattu.

**Juin 1969** – Le Parti du Travail de Corée refuse de participer à la 3<sup>ème</sup> conférence internationale des partis communistes à Moscou.

**Avril 1970** – Visite officielle de Zhou Enlai en Corée du Nord, qui traduit un rapprochement entre la RPDC et la Chine.

**Septembre 1970** – **L'ensemble des salaires est augmenté en moyenne de +31%.**

**2-3 novembre 1970** – 5<sup>ème</sup> congrès du Parti du Travail, qui compte environ 1 600 000 adhérents. Le congrès examine le bilan très positif du plan septennal prolongé jusqu'en 1970 et adopte un **nouveau plan septennal 1971-76**. Il réaffirme la nécessité de renforcer la défense nationale contre les menaces de l'impérialisme US et du militarisme japonais, et de lutter contre le révisionnisme. Il procède à de nouveaux remaniements des statuts du Parti.

**En 1970, la Corée du Nord a achevé son passage d'une économie de type agricole à une économique de type industriel.** L'industrie constitue 74% de la

production globale (contre 34% en 1956). De 1957 à 1970, son taux annuel d'accroissement a été de **+19,1%**.

Le bilan global de 25 ans de socialisme, malgré l'extrême pauvreté initiale et les destructions de la guerre, apparaît extrêmement positif. **Les besoins fondamentaux** (alimentation, logement, habillement, santé, éducation) **sont couverts**. Le riz, le logement, l'électricité, le chauffage, sont fournis à des prix extrêmement bas, l'enseignement, les soins médicaux, les crèches et jardins d'enfants sont totalement gratuits. **L'Etat subventionne la nourriture et l'habillement des enfants**. Dans le domaine de la santé, une politique de prévention généralisée a permis de supprimer les épidémies, **la mortalité a diminué de 40%**.

A partir de 1970, pour passer d'un développement extensif à un développement intensif, et donc développer ses importations de technologie, la RPDC ouvre beaucoup plus largement son commerce avec les grandes puissances capitalistes et en particulier avec le Japon qui va devenir son premier partenaire commercial.

## 6 - LA LUTTE POUR LA REUNIFICATION

**12 avril 1971** – Ho Dam, ministre des Affaires Etrangères de la RPDC, présente un **programme de réunification** de la Corée en 8 points, et propose l'engagement de conversations entre les deux Corées. Le 14 avril, la Corée du Sud rejette cette proposition.

**6 août 1971** – Kim Il Sung se déclare prêt à prendre des contacts avec tous les partis de la Corée du Sud.

**Novembre 1971** – Création à Tokyo d'une Ligue parlementaire pour la promotion de l'amitié entre le Japon et la Corée du Nord.

**Janvier 1972** – Signature d'un accord commercial officieux entre le Japon et la Corée du Nord.

**10 janvier 1972** – Kim Il Sung propose la signature d'un traité de paix entre les deux Corées et l'ouverture de discussions entre les partis politiques des deux régimes.

**19 février 1972** – Kim Jong Il, fils de Kim Il Sung et alors premier secrétaire pour la propagande du Parti du Travail, proclame l'idéologie du djoutché comme étant celle de « la pensée de Kim Il Sung ».

**2 mai 1972** – Négociations secrètes entre les gouvernements des deux Corées. Reprise des pourparlers de Panmunjom le 16 juin entre les Croix Rouges des deux pays sur les contacts entre les familles séparées. Le 26 juin, Kim Il Sung se déclare prêt à rencontrer le chef de l'Etat de la Corée du Sud.

**4 juillet 1972** - Communiqué commun mettant fin à l'état de belligérance entre les deux Corées et exprimant la volonté de réunifier le pays.

**Novembre 1972** – Organisation d'un Comité de Coordination entre les deux Corées.

**Décembre 1972** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême.

**27 décembre 1972 – Adoption d'une nouvelle Constitution.** Celle-ci institue un Comité Populaire Central, dirigé par un président de la République, en tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat auquel est dévolu l'essentiel des pouvoirs des anciennes institutions (Conseil des ministres, présidium de l'Assemblée Populaire Suprême).  
Le 28 décembre, Kim Il Sung est élu président de la République.

**Mars 1973** – Réunion à Pyongyang du Comité de Coordination entre les deux Corées. Une nouvelle réunion aura lieu à Séoul les 12-13 juin 1973.

**Mai 1973 – La Corée du Nord est admise à l'OMS.**

**23 juin 1973** – Kim Il Sung présente une proposition en cinq points tendant à la constitution d'un Etat unique de la Corée sous la forme d'une République confédérale.  
En août 1973, *les mesures de répression prises par le gouvernement du Sud* (enlèvement et séquestration du chef de l'opposition) *amènent la RPDC à interrompre les négociations.*

**Septembre 1973** – Plenum du CC du Parti du Travail. Kim Jong Il est élu au secrétariat du CC.

**Novembre 1973** – L'ONU décide la dissolution de la Commission pour l'unification de la Corée.

**En 1973** est adoptée la loi sur l'application de l'enseignement obligatoire de 10 ans pour tous.

**Février 1974** – Plenum du CC du Parti du Travail. Kim Jong Il est élu au comité politique du Parti.

**21 mars 1974** – Abolition des impôts sur les revenus des particuliers et diminution de 30% des prix des produits de consommation courante.

**Octobre 1974** – Voyage officiel en Corée du Nord du président syrien Hafez Al Assad.

**L'année 1974** s'achève avec de **nouveaux succès économiques**. La récolte des céréales atteint un record de 7 millions de tonnes, avec des progrès très importants dans tous les autres secteurs alimentaires (légumes, fruits, viande, œufs). **La Corée du Nord a acquis sa propre autosuffisance alimentaire**, en résultat notamment de la modernisation de l'agriculture (électrification rurale entièrement terminée, développement considérable du système d'irrigation, augmentation du nombre des tracteurs et des machines agricoles, etc.)

Le seul point noir est celui de l'apparition depuis deux ans d'un déficit de la balance commerciale et d'un début d'endettement du pays, consécutifs au ralentissement des économies du monde capitaliste environnant (crise du pétrole).

**18-26 avril 1975** – Visite officielle de Kim Il Sung à Pékin. Communiqué commun sur les principes de réunification de la Corée.

**Juin 1975** – Visite officielle de Kim Il Sung en Mauritanie, Algérie, Bulgarie et Yougoslavie.

**1<sup>er</sup> septembre 1975** – Généralisation de l'enseignement obligatoire de 11 ans.

**En 1975**, la 30<sup>ème</sup> assemblée générale de l'ONU adopte à la majorité une résolution demandant le retour de toutes les troupes étrangères de Corée du Sud et l'établissement d'un accord de paix.

**Fin 1975** – **Le plan sexennal 1971-76 a été accompli avec 16 mois d'avance pour l'industrie et deux ans d'avance pour l'agriculture.**

**Avril 1976** – Pak Sung Chul devient premier ministre en remplacement de Kim Il, promu vice-président.

**18 août 1976** – Incident meurtrier provoqué par les Sud-Coréens sur la frontière entre les deux Corées.

**Fin 1976**, Les résultats économiques sont toujours satisfaisants, sauf en ce qui concerne la dette extérieure qui atteint 1,2 milliards de dollars (dont 0,5 milliards avec les pays capitalistes et 0,7 avec les pays socialistes, qui vont diminuer leur aide ».

**Avril 1977** – L'Assemblée Populaire Suprême discute en priorité des problèmes économiques et budgétaires, avec la nécessité de faire de 1977 une année de « réajustement » pour pallier certains déséquilibres apparus dans l'économie planifiée. Les dépenses d'armement continuent à imposer une charge très lourde (10% du PNB) dans le budget.

**14 juillet 1977** – Nouvel incident : un hélicoptère US survolant le territoire de la Corée du Nord est abattu.

**Décembre 1977** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême. La nouvelle Assemblée adopte le projet de **plan septennal** 1978-84, dont la réalisation va se révéler bientôt trop ambitieuse. Elle élit comme premier ministre Yi Chong Ok.

**Fin 1977**, la *dette extérieure* à l'égard des pays capitalistes *a augmenté* et s'élève à 1,5 milliards de dollars.

**Mai 1978** – Visite officielle de Hua Guofeng en Corée du Nord. Elle sera suivie en septembre 1978 par la visite de Deng Xiaoping.

**Décembre 1978** – Le Parti du Travail **condamne l'intervention du Vietnam au Cambodge** comme étant une ingérence « dominationniste ». Par contre il va s'abstenir de critiquer les opérations militaires « punitives » de la Chine contre le Vietnam.

**23 janvier 1979** – Conférence conjointe des partis politiques et organisations sociales de la RPDC, qui invite la Corée du Sud à une conférence début septembre 1979 pour **débattre de la réunification du pays**.

Le 27 janvier, la RPDC réitère son invitation et propose que des négociations s'ouvrent début avril 1979.

Ces invitations resteront sans effet.

**Décembre 1979** – Plenum du CC du Parti du Travail.

**En 1979**, le bilan économique et social demeure largement positif. Le rythme de croissance moyen annuel de la production industrielle a été de **+15,9% pendant la période 1970-1979**, la production d'électricité a pratiquement doublé pendant cette période. La production d'acier (4 millions de tonnes) et de céréales (9 millions de tonnes) surpasse celle de la Corée du Sud. Il en est de même de la consommation d'énergie par habitant. Compte tenu des prestations gratuites de l'Etat, le revenu par habitant peut être évalué à 1920 dollars, avec une répartition qui **élimine toute pauvreté**, *contrairement à ce qui se passe en Corée du Sud*. L'endettement extérieur continue à progresser (2 milliards de dollars), mais il est très inférieur à celui de la Corée du Sud (qui atteint 25 milliards de dollars).

**Avril 1980** – Négociations avec la France sur un accord de remboursement de la dette en six ans. Des négociations semblables de consolidation de la dette sont menées avec le Japon.

**Mai 1980** – Kim Il Sung participe personnellement aux obsèques de Tito en Yougoslavie.

**11 juin 1980** – Rapport du CC du Parti du Travail sur le renforcement de la position de non alignement de la Corée du Nord.

**Août 1980** – Kim Il Sung lance la « bataille des cent jours » pour accroître davantage la production et tenir les objectifs du plan.

**10-14 octobre 1980** – Sixième congrès du Parti du Travail. La ligne générale du Parti est définie par les « trois révolutions » (idéologique, technique, culturelle). Le congrès réaffirme la complète indépendance de la Corée du Nord, qui se positionne dans les pays non alignés. Dans son rapport, Kim Il Sung dénonce les « compromis sans principe avec l'impérialisme » et affirme la nécessité de « ne pas renoncer à la position anti-impérialiste pour nouer de bons rapports diplomatiques avec les pays impérialistes ». Le congrès décide de poursuivre les démarches pour réaliser une confédération avec la Corée du Sud dans le respect des deux régimes existants. Il procède à la révision des statuts, qui ajoutent à la référence au marxisme-léninisme celle du djoutché et « des idées révolutionnaires du grand leader Kim Il Sung », et qui modifient l'organisation de la direction (création du présidium du BP). Kim Jong Il, membre du secrétariat général et du présidium du BP, va dès lors être considéré comme le futur successeur de son père Kim Il Sung.

**23 octobre 1980** – Des modifications à la Constitution sont approuvées par référendum par 92% des électeurs.

**En 1980**, la production a globalement augmenté de +15%, dont +17% pour la production industrielle. Les exportations se sont accrues de +30%. Mais par suite de graves intempéries, la production de céréales est en baisse.

**10-14 janvier 1981** – Visite officielle à Pékin du premier ministre Yi Chang Ok.

**12-24 décembre 1981** – Visite officielle de Zhao Ziyang en Corée du Nord.

**En 1981**, une réforme de la planification est opérée dans le sens d'une plus grande décentralisation, avec la création de Comités régionaux de direction économique jouant un rôle intermédiaire entre la direction centrale du plan et les unités de production, qui elles-mêmes jouissent d'une plus grande autonomie de gestion dans le cadre du plan.

**Février 1982** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême.

**15 février 1982** – Une délégation du Parti Socialiste Français conduite par F.Mitterrand est reçue par Kim Il Sung.

**16 mars 1982** – Le Parti Socialiste Japonais signe avec la Corée du Nord une déclaration commune préconisant la création d'une **zone dénucléarisée et de paix en Asie du nord-est**.

**26-30 avril 1982** – Deng Xiao Ping et Hu Yaobang effectuent une visite non officielle en Corée du Nord.

**16-25 septembre 1982** – Visite officielle de Kim Il Sung en Chine.

**20-29 octobre 1982** – Georges Marchais (secrétaire général du PC Français) effectue une visite d'amitié en Corée du Nord.

**En 1982**, malgré les premières difficultés financières éprouvées par la Corée du Nord dans ses relations avec le monde extérieur, le bilan reste largement satisfaisant. La production industrielle a augmenté de +16,8%, la récolte de céréales a atteint 9,5 millions de tonnes.

**18 janvier 1983** – La RPDC invite la Corée du Sud à tenir une conférence entre les représentants des partis politiques et organismes sociaux des deux Etats pour discuter du **retrait des troupes US, préalable à toute réunification**.

**1<sup>er</sup> février 1983** – Des manœuvres militaires conjointes entre les USA et la Corée du Sud contraignent la RPDC à mettre son armée en état d'alerte.

**2-12 juin 1983** – Visite non officielle de Kim Jong Il en Chine.

**15-17 juin 1983** – Plenum du CC du Parti du Travail, consacré pour l'essentiel aux problèmes économiques et notamment au problème des transports.

**20 septembre 1983** – Rencontre à Dalin entre Kim Il Sung et Deng Xiaoping.

**9 octobre 1983** – Grave provocation contre la Corée du Nord, accusée sans fondement d'un attentat meurtrier commis contre une délégation du gouvernement de Séoul en Birmanie.

**29 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 1983** – Plenum du CC du Parti du Travail, à nouveau essentiellement consacré à l'évolution de la situation économique.

**En 1983**, le développement économique commence à donner des signes d'essoufflement. Après une longue période d'essor extensif de la production, qui a donné des résultats positifs incontestables, s'impose la **nécessité de passer à un développement intensif nécessitant l'apport des technologies les plus modernes**.

Dès 1984, le gouvernement envisage de s'engager prudemment sur une voie analogue à celle de la Chine, avec une ouverture sur l'environnement capitaliste extérieur dans la perspective de la création d'entreprises mixtes incluant des capitaux étrangers.

**10 janvier 1984** – La RPDC propose l'ouverture d'une conférence tripartite (USA, Corée du Nord, Corée du Sud) sur la réunification du pays. Cette proposition, appuyée par la Chine, est repoussée par le gouvernement de Séoul.

**27 janvier 1984** – Kang Song San remplace Yi Chong Ok comme premier ministre.

**7-10 mars 1984** – *L'offre sud-coréenne d'un dialogue direct entre les deux Corées est jugée inacceptable par la RPDC tant que le gouvernement de Séoul ne se sera pas libéré du contrôle des USA et de la présence des forces militaires US sur son territoire.* De son côté, le gouvernement de Séoul continue à rejeter l'offre de négociations tripartites faite par la RPDC.

**9 avril 1984** – Les deux Corées tiennent à Panmunjom une réunion pour étudier la possibilité de former une équipe olympique unique pour les deux Etats. L'attitude hostile de la Corée du Sud oblige la RPDC à rompre les négociations dès le 10 avril.

**4-11 mai 1984** – Visite officielle de Hu Yaobang (secrétaire général du PC Chinois) en Corée du Nord.

**Mai 1984** – Rétablissement de relations diplomatiques normales entre la Corée du Nord et le Vietnam.

Les relations vont être également normalisées avec l'Afghanistan le 29 juillet, et une délégation du PC Afghan va être reçue à Pyongyang.

**23-25 mai 1984** – Visite officielle de Kim Il Sung et Kang Song San en URSS. La RPDC obtient un accroissement substantiel de l'aide économique de l'URSS, déjà très importante. Un **rapprochement** très sensible s'opère **entre l'URSS** (alors dirigée par Tchernienko) **et la RPDC sur le plan de la coopération militaire**, qui va se poursuivre dans les années 1984-87 (fourniture d'avions de combat à la Corée du Nord, utilisation par l'URSS de bases navales dans les ports nord-coréens).

La visite officielle des deux dirigeants nord-coréens va se poursuivre en mai-juin en Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie et Bulgarie.

**2 juin 1984** – La Corée du Nord annonce qu'elle n'enverra pas de délégation aux Jeux Olympiques de Los Angeles.

**22 juillet 1984** – Visite officielle en Corée du Nord du président de la Mozambique, Machel Samora.

**8 septembre 1984** – Loi prévoyant la création d'entreprises mixtes (joint ventures) avec participation de capitaux étrangers.

**14 septembre 1984** – La Corée du Nord offre d'aider le Sud ravagé par des inondations consécutives au typhon Ike. Une aide alimentaire, textile et pharmaceutique va pouvoir franchir la ligne de démarcation vers le Sud.

**16 octobre 1984** – Décision commune d'ouvrir des conversations à Panmunjom en vue de promouvoir des relations économiques entre les deux Etats coréens.

Les conversations s'ouvrent le 15 novembre. Le 20 novembre, une rencontre entre les représentants de la Croix Rouge des deux pays aboutit à une décision de développer les contacts humanitaires.

**23 novembre 1984** – Incident meurtrier sur la ligne de démarcation, qui va entraîner le 27 novembre une suspension des pourparlers entre les deux Corées.

**26-28 novembre 1984** – Visite inopinée de Kim Il Sung à Pékin, ayant pour but de resserrer les relations entre les deux Etats.

**En 1984** sont observées des **difficultés d'achèvement du plan septennal 1978-84**. Les deux années 1985 et 1986 vont être des années de « réajustement » économique.

Le 20 juin, un accord de principe est conclu sur la création d'une commission économique mixte.

**9 janvier 1985** – La **poursuite des manœuvres militaires conjointes des USA et de la Corée du Sud** oblige le gouvernement nord-coréen à annuler les rencontres prévues entre les deux Corées sur les relations économiques et les réunions des familles séparées.

**4 avril 1985** – Reprise des conversations commerciales et humanitaires entre les deux Corées.

**4-6 mai 1985** – Nouvelle visite officielle de Hu Yaobang en Corée du Nord.

**17 mai 1985** – Poursuite des négociations entre les deux Corées à Panmunjom. Le 27 mai, elles s'ouvrent sur le problème de la réunion des familles séparées depuis la guerre de Corée.

Le 1<sup>er</sup> juin, la proposition nord coréenne de tenir des discussions interparlementaires est acceptée par l'Assemblée Nationale sud coréenne.

**23 juillet 1985** – Les parlementaires du Nord et du Sud se rencontrent à Panmunjom **pour la première fois depuis quarante ans**, dans le but de **faire avancer l'unification de la Corée**. La rencontre se termine néanmoins sans conclusion.

**22 août 1985** – Accord entre les délégations des deux Corées pour des rencontres entre les familles séparées.

Les premières rencontres auront lieu à Pyongyang et à Séoul les 20-23 septembre 1985.

**18 septembre 1985** – Les conversations économiques entre les deux Corées se terminent sans qu'aucun résultat concret ne soit enregistré. Une nouvelle session d'entretiens aura lieu en novembre 1985 sans plus de résultats.

**23 octobre 1985** – Pour la première fois, le Département d'Etat des USA accorde des visas à des universitaires nord-coréens invités à un colloque à Washington.

**Décembre 1985 – La Corée du Nord adhère au traité de non-prolifération nucléaire.**

**25 décembre 1985 –** Le premier ministre Kang Song San est reçu à Moscou par Gorbatchev. Des accords de coopération entre les deux Etats sont signés le 26 décembre.

**11 janvier 1986 – *La RPDC, soutenue par la Chine, annonce sa décision d'arrêter toute manœuvre militaire sur son propre sol pour favoriser le dialogue avec la Corée du Sud.***

**8-11 mars 1986 –** Visite officielle de **Fidel Castro en Corée du Nord**, signature d'un **traité d'amitié et de coopération entre la RPDC et Cuba.**

**17 juin 1986 –** La RPDC propose l'ouverture de négociations entre le commandement des forces US en Corée du Sud et les ministres de la Défense des deux Corées pour parvenir à l'arrêt des manœuvres militaires, à la réduction des armements et à un respect plus strict de l'accord d'armistice. Cette proposition est immédiatement rejetée par le gouvernement de Séoul.

**Septembre 1986 –** Visite officielle de Li Xiannian en Corée du Nord.

**Octobre 1986 –** Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême.

**22-26 octobre 1986 –** Kim Il Sung se rend en URSS à l'invitation de Gorbatchev. *L'URSS annonce le doublement de son aide économique à la Corée du Nord pour les années 1986-90.*

**Octobre 1986 –** Premier exercice naval conjoint entre l'URSS et la Corée du Nord.

**Décembre 1986 –** L'Assemblée Populaire Suprême adopte les grandes lignes du **plan septennal 1987-93**, qui sera définitivement arrêté en avril 1987. Elle réélit le 29 décembre Kim Il Sung président de la République. Celui-ci réitère ses propositions pour des contacts politiques et militaires de haut niveau avec la Corée du Sud.

**En 1986**, même si les objectifs prévus par le plan n'ont pas été complètement réalisés, **les progrès demeurent nets** avec une production de 60 milliards de kwh pour l'électricité, de 70 millions de tonnes pour le charbon, de 10 millions de tonnes pour les céréales, de 0,8 millions de mètres pour le textile. **Des difficultés ont cependant surgi, consécutives au poids grandissant des dépenses d'armement** (*qui dépassent 20% du PIB*), de la priorité donnée à l'industrie lourde au détriment des produits de consommation, de l'épuisement des ressources naturelles et de l'obsolescence de leur exploitation, de la faible productivité du travail, du manque de devises étrangères pour importer les technologies modernes, de certains dysfonctionnement apparus dans le système de planification, de goulots d'étranglement (insuffisance des transports). D'autre part, une certaine fragilité

résulte du fait que la Corée du Nord reste très dépendantes de l'aide des autres pays socialistes (dans les années 1986-88, plus de la moitié du commerce extérieur – importations et exportations – vont se faire avec l'URSS).

**30 mars 1987** – Le premier ministre Yi Kun Mo accepte la proposition de Séoul de conversations entre les premiers ministres des deux Etats et suggère une rencontre préparatoire au niveau ministériel le 23 avril.

**21-23 mai 1987** – Visite officielle de Kim Il Sung à Pékin, où il reçoit un accueil chaleureux.

**23 juillet 1987** – Le gouvernement de la RPDC propose à Séoul une négociation sur une réduction mutuelle des forces armées. Séoul refuse le 3 août.

**En 1987**, l'année s'achève avec une *dette extérieure de 4 milliards de dollars*.

**1<sup>er</sup> janvier 1988** – Kim Il Sung propose une rencontre entre des délégations des deux gouvernements coréens.

**12 janvier 1988** – La RPDC déclare qu'elle boycottera les Jeux Olympiques de Séoul.

**20 mai 1988** – **La Chine réitère son soutien à une réunification indépendante et pacifique de la Corée.**

**21-22 juillet 1988** – Une nouvelle tentative de négociations entre les deux Corées s'ajourne sans résultat.

D

A l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la RPDC, Kim Il Sung lance un nouvel appel à la réunification sur une base fédérale.

**Octobre 1988** – Une certaine détente se fait jour entre la RPDC et le monde capitaliste. Le 7 octobre, la Corée du Sud autorise les échanges commerciaux privés avec le Nord. Le 31 octobre, les USA adoptent quelques mesures administratives et commerciales conciliantes à l'égard de la Corée du Nord.

**8 novembre 1988** – La RPDC propose un plan de paix comportant le retrait en deux temps des armes nucléaires jusqu'en 1990, le retrait en trois temps des forces US jusqu'en 1991, et la diminution progressive des effectifs militaires des deux Corées, préalable à la formation par étapes d'une République Fédérale Démocratique de Corée.

**26 novembre 1988** – Création d'un ministère chargé des entreprises à participation étrangère.

**12 décembre 1988** – Session extraordinaire de l'Assemblée Populaire Suprême, qui élit Yon Hyong Muk premier ministre, en remplacement de Yi Gun Mo démissionnaire.

**22-24 décembre 1988** – A l'occasion d'une visite à Pyongyang de Chevardnadze (ministre des Affaires Etrangères de l'URSS), l'URSS et la Corée du Nord réaffirment « la concordance de leurs positions de principe concernant les problèmes de la région Asie- Pacifique ».

## **7 - LES ANNEES DIFFICILES.**

**A la fin de 1988**, la Corée du Nord atteint un seuil de difficultés qui vont s'aggraver dans les années suivantes avec **l'écroulement du camp socialiste** et la fin de l'aide de l'URSS. En 1988, le taux de croissance économique a déjà considérablement baissé et n'est plus que de +2,9%.

**1<sup>er</sup> janvier 1989** – Nouvel appel de Kim Il Sung à la réunification du pays, s'adressant aux quatre principaux partis politiques et aux autorités religieuses de la Corée du Sud. Cet appel est à nouveau rejeté le 4 janvier.

**16 janvier 1989** – Le gouvernement de la RPDC accepte la proposition de Séoul d'une **rencontre entre les premiers ministres des deux Corées**, à condition que les nouvelles manœuvres militaires conjointes entre les USA et la Corée du Sud prévues soient annulées. Le 17 janvier, pour la première fois depuis 1953, une rencontre a lieu à Panmunjom entre des responsables militaires des USA et des deux Corées.

**21-28 janvier 1989** – Visite au Japon d'une délégation du Parti du Travail à l'invitation du Parti Socialiste Japonais.

**24 janvier- 20 février 1989** – Visite à Pyongyang du président du groupe sud-coréen Hyundai et signature d'accords de coopération économique (projet d'exploitation touristique, joint venture d'exploitation minière, construction d'un chantier naval et d'une usine de fabrication de matériel roulant). Le 20 février, le gouvernement sud-coréen donne son accord uniquement sur le projet touristique. La Corée du Nord va prendre des mesures pour développer le tourisme.

**11 mars 1989** – Des délégations des deux Corées discutent de la formation d'une équipe commune (avec un hymne et un drapeau communs) pour les Jeux Olympiques de Pékin en 1990.

**Avril 1989** – Visite officielle à Pyongyang de Zhao Ziyang, secrétaire général du PC Chinois.

**1-8 juillet 1989** – Le 13<sup>ème</sup> Festival Mondial de la Jeunesse (30 000 participants venant de 79 pays) se tient à Pyongyang.

**17 août 1989** – Lancement d'une campagne de rectification idéologique, qui *dénonce en particulier « le vent du libéralisme bourgeois »*.

**5-7 novembre 1989** – Visite non officielle de Kim Il Sung en Chine, pour tenter de resserrer les liens entre les pays socialistes qui s'opposent à l'évolution en cours en URSS et en Europe de l'Est.

**Fin 1989**, le taux de croissance économique est réduit à +2%. La désagrégation du camp socialiste et la politique de collaboration avec l'impérialisme menée par Gorbatchev (qui a notamment normalisé ses relations avec la Corée du Sud) vont conduire la **Corée du Nord à un certain isolement** et à des difficultés grandissantes. Pour subvenir elle-même à sa propre défense, elle est obligée d'envisager de **se doter de l'arme nucléaire**, ce qui va accentuer la détérioration de ses relations avec les puissances capitalistes.

**1<sup>er</sup> janvier 1990** – Kim Il Sung propose au gouvernement de Séoul un accord de libre passage au travers de la ligne de démarcation. Il relance l'idée d'un sommet entre les dirigeants des deux Corées.

**14-17 mars 1990** – Visite à Pyongyang de Jiang Zemin, secrétaire général du PC Chinois.

**22 avril 1990** – Election des députés à l'**Assemblée Populaire Suprême** : **87,5%** des députés élus appartiennent au **Parti du Travail**.

**24 mai 1990** – Kim Il Sung est réélu à la présidence par l'Assemblée Populaire Suprême.

Juin 1990 – **Le gouvernement de la RPDC condamne la rencontre au sommet à San Francisco entre Gorbatchev et le président de la Corée du Sud.**

**Il condamnera de même en octobre 1990 l'établissement de relations diplomatiques entre l'URSS et la Corée du Sud, acte de la reconnaissance officielle par l'URSS de l'Etat séparé de Corée du Sud.**

Juillet 1990 – **De graves inondations mettent en cause la récolte céréalière et vont obliger la Corée du Nord à demander une aide alimentaire à la Chine.**

**15 août 1990** – Tenue à Panmunjom du **premier congrès pan-national pour la paix et la réunification de la patrie.**

4-7 septembre 1990 – **Première session à Séoul des pourparlers inter-coréens de haut niveau entre les premiers ministres. La RPDC reconnaît de fait la légitimité du gouvernement sud-coréen.**

**Deux autres sessions vont avoir lieu à Pyongyang les 17-18 octobre et à Séoul les 12-13 décembre 1990.**

Octobre 1990 – **Voyage en Chine du premier ministre Yon Hyong Muk, qui visite notamment la zone économique spéciale de Shanghai.**

**En 1990**, pour la première fois, le **taux de croissance économique est négatif (-3,7%)**. C'est le *résultat de la fin de l'aide soviétique et des relations privilégiées avec l'URSS*, avec laquelle la Corée du Nord faisait plus de la moitié de ses échanges extérieurs à des conditions beaucoup plus favorables que celles du marché mondial. La Chine a également raidi sa politique commerciale et, comme l'URSS, exige désormais un paiement en devises convertibles pour l'importation par la Corée du Nord des produits essentiels dont elle a besoin (notamment le pétrole et les céréales). Obligée de se tourner vers le marché mondial, la Corée du Nord va se heurter à une sévère pénurie de devises étrangères et subir une **chute de ses échanges extérieurs**, ce qui va entraver le développement économique.

**Janvier 1991** – Pourparlers inter-gouvernementaux pour la normalisation des relations diplomatiques entre la RPDC et le Japon. Ils seront rompus sous la pression des USA en novembre 1992.

**Juillet 1991** – Développement des relations commerciales directes entre les deux Corées.

**17 septembre 1991** – Les deux Corées sont simultanément admises à l'ONU, ce qui officialise la reconnaissance de l'existence de deux Etats distincts. Le président Bush déclare que les USA vont retirer leurs armes nucléaires de la Corée du Sud, déclaration non suivie d'effet.

**Octobre 1991** – La RPDC crée sur son territoire la **première Zone Economique Spéciale (ZES)** de Rajin-Sonbong, où les investisseurs étrangers jouiront de certaines facilités et seront notamment exonérés d'impôts pendant cinq ans.

**Décembre 1991** – Kim Jong Il est nommé au poste de commandant suprême de l'Armée Populaire.

**13 décembre 1991** – Conclusion entre les deux Corées d'un « **accord de réconciliation, non agression, échange de coopérations entre le Nord et le Sud** ».

Plusieurs rencontres entre les premiers ministres des deux Corées vont se dérouler en janvier et février 1992.

Mais à plus long terme, cet accord va être **mis en difficulté par la politique des USA**, qui exigent l'inspection des soi-disant sites nucléaires de la Corée du Nord.

**31 décembre 1991** – Accord entre les deux Corées pour la dénucléarisation de la péninsule.

**En 1991, l'économie continue à chuter (- 5,2%)**, avec une aggravation du déficit énergétique et alimentaire. Les importations de pétrole russe ont été divisées par 10 par rapport à l'année précédente. La production de céréales est tombée à 4,4 millions de tonnes, obligeant la Corée du Nord à procéder à de **fortes importations**, y compris en provenance des USA (150 000 tonnes). La **dette extérieure s'élève à 5 milliards de dollars** et la situation financière du pays est fortement dégradée.

Cette situation a imposé une plus grande ouverture de la Corée du Nord sur son environnement extérieur. Deux ZES (sur le modèle chinois) sont désormais créées à Rajin-Sonbong et à Nampo. En trois ans, les échanges commerciaux avec la Corée du Sud ont été multipliés par sept, et des entreprises de la Corée du Sud commencent à se délocaliser vers le Nord où les salaires directs (du fait de l'importance des prestations de l'Etat) sont inférieurs à ceux de la Corée du Sud.

**Janvier 1992** – Après la disparition de l'URSS, Kim Jong Il qualifie l'événement de « remous partiel et passager du courant fondamental de l'histoire » et souligne que la Corée du Nord doit « **briser en temps opportun les tentatives des impérialistes et des réactionnaires de l'intérieur visant à entraver le développement du pays et à détruire le régime socialiste** ».

**22 janvier 1992** – Rencontre tripartite de haut niveau au siège de l'ONU à New-York entre représentants des USA et des deux Corées

**8-9 février 1992** – Séminaire international sur les idées du djoutché à New-Delhi.

**13 février 1992** – Pour pallier les effets des difficultés économiques sur les conditions d'existence de la population, **les salaires** des ouvriers, employés et techniciens sont **augmentés en moyenne de 43,4%**.

**Avril 1992** – La RPDC ratifie le traité international sur un « accord de garanties nucléaires ».

En juin 1992, elle accepte une inspection sur son territoire de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique).

**Avril 1992** – Le Parti du Travail organise à Pyongyang une **rencontre internationale des partis communistes**, à laquelle participent **70 partis et organisations communistes** qui signent la « déclaration de Pyongyang » contre le révisionnisme.

**En 1992**, l'Assemblée Populaire Suprême procède à une révision de la Constitution qui renforce ses pouvoirs.

**Septembre 1992** – Pour enrayer le marché noir, qui s'est développé en conséquence de la pénurie de biens de consommation, et frapper les revenus illicites qui en résultent, le gouvernement procède à un échange général des billets de banque avec un plafond de 500 wons. Cette mesure entraîne un mécontentement dans une partie de la population.

**Octobre 1992** – Loi fixant les conditions des investissements étrangers et des contrats de joint venture.

**11 décembre 1992** – Kang Song San est nommé premier ministre en remplacement de Yon Hyong Muk et des remaniements ministériels sont effectués. Un « cabinet économique » est mis en place pour tenter de résorber la crise économique et des mesures vont être prises, incluant une plus grande autonomie des entreprises d'Etat, un élargissement des activités économiques privées et une certaine décollectivisation de l'agriculture au profit d'un système d'unités de production familiale assorti de primes.

**En 1992, le PNB** a continué de baisser (- 7,6%). La production industrielle a subi un recul très important supérieur à 40%, le commerce extérieur a régressé de 4,4%. La production de céréales s'en est tenue à 4,9 millions de tonnes. Le pays traverse de graves difficultés économiques, avec notamment une **forte pénurie d'énergie**, consécutives à l'effondrement de l'aide qu'apportait l'ex- URSS. La dette extérieure atteint 10,3 milliards de dollars.

**31 janvier 1993** – Lois sur la gestion des devises étrangères et sur la zone économique spéciale.

**8 mars 1993** – En réponse aux manœuvres militaires conjointes « Team Spirit » des USA et de la Corée du Sud, le gouvernement de la RPDC proclame l'état de « semi – guerre ». Le 11 mars, la RPDC se retire du Traité de Non-Prolifération Nucléaire. Elle suspendra ce retrait en juin 1993.

**9 avril 1993** – Kim Jong Il est élu à la présidence de la commission de Défense Nationale en remplacement de Kim Il Sung.

**2 juin 1993** – Ouverture à New York de pourparlers entre les USA et la RPDC. Le 11 juin est signé un engagement mutuel à **ne pas utiliser la menace des armes nucléaires et à soutenir la réunification pacifique de la Corée**.

**Juillet 1993** – Des intempéries entraînent la diminution de 31% de la production de céréales (qui ne dépasse pas 3,4 millions de tonnes, soit la moitié de la demande), ce qui provoque une **grave pénurie alimentaire**.

**Octobre 1993** – Loi sur la location des terres.

**Novembre 1993** – Lois sur la douane et sur les banques de financement étranger.

**En 1993** se produit une nouvelle chute de la production (- 4,3%). La non réalisation du plan septennal 1987-93 oblige à adopter un plan complémentaire de trois ans.

**En 1993-94**, des négociations difficiles et à rebondissements sont engagées entre les USA et la RPDC sur les questions nucléaires. Cédant à un ultimatum du 4 février 1994 du Conseil de Sécurité de l'ONU, la RPDC accepte le 26 février les inspections de l'AIEA.

**21 mars 1994** – La Corée du Nord bloque l'inspection de ses installations nucléaires. Les négociations sur ce problème avec les USA vont reprendre le 28 avril.

**Avril 1994** – La RPDC propose aux USA de négocier le remplacement de l'accord d'armistice par un accord de paix.

**13 juin 1994** – *La RPDC annonce son retrait immédiat de l'AIEA après l'annonce par les USA de la suspension de son aide technique.* Le 18 juin, la RPDC propose la tenue d'un sommet en juillet entre les deux Corées sur la politique nucléaire.

**Juin 1994** – Voyage en Corée du Nord de l'ex- président US Jimmy Carter.

**8 juillet 1994** – Mort de Kim Il Sung.

**13 août 1994** – Accord entre les USA et la Corée du Nord sur « la normalisation complète de leurs relations économiques et politiques ».

Le 17 octobre, les deux pays parviennent à un accord « historique » sur la restructuration du programme nucléaire de Pyongyang (abandon par la Corée du Nord de sa filière nucléaire graphite-gaz en échange de la fourniture par les USA de réacteurs à eau pressurisée).

Le traité est signé à Genève le 21 octobre, visant à « parvenir à la paix et à la sécurité dans une péninsule coréenne dénucléarisée ».

**En 1994**, nouvelle baisse de la production (-1,1%) et aggravation de la pénurie alimentaire.

**9 janvier 1995** – La RPDC annonce la fin des interdictions qui frappaient les importations de produits US.

Le 21 janvier, le gouvernement des USA lève l'embargo sur le commerce avec la Corée du Nord.

**Février 1995** – Décret fixant l'anniversaire de Kim Jong Il comme la « fête nationale suprême ».

**12 juin 1995** – Nouvel accord conclu à Kuala Lumpur entre la RPDC et les USA sur les **modalités de reconversion du programme nucléaire de la Corée du Nord.**

**Août 1995** – Des inondations catastrophiques détruisent 40% des récoltes et vont entraîner de graves difficultés alimentaires. Plus de 5 millions de personnes sont sinistrées.

**En 1995**, la production continue à baisser (- 4,5%). De nombreuses usines sont fermées en raison de la pénurie d'énergie. La Corée du Nord se voit obligée de solliciter une aide internationale.

**14 janvier 1996** – Début d'application de l'accord du 12 juin 1995, un premier départ de matériel nucléaire vers la Corée du Nord a lieu à partir de Pusan (Corée du Sud).

**2 février 1996** – Le Département d'Etat US annonce que les Etats-Unis ont décidé d'accorder une **aide alimentaire de 2 millions de dollars** à la Corée du Nord.

**Février 1996** – Le gouvernement de la RPDC déclare qu'il se prononce contre le terrorisme sous toutes ses formes.

**12-14 avril 1996** – Tenue à Cuenca (Equateur) d'un séminaire international sur les idées du djoutché pour un développement indépendant de l'Amérique Latine.

**20-21 avril 1996** – Nouvelles négociations à Berlin entre les USA et la RPDC sur la non-prolifération des missiles et d'autres questions d'intérêt commun. Une autre phase de négociations aura lieu à New York les 11-13 juin 1997.

**Juin 1996** – Les Nations Unies accordent une **aide de 43 millions de dollars** à la Corée du Nord.

**Juillet 1996** – Pour la deuxième année consécutive, de nouvelles graves inondations ravagent les récoltes et font 500 000 sans-abris. La pénurie alimentaire va s'aggraver, obligeant la Corée du Nord à **accroître ses importations de riz.**

**5-6 août 1996** – Conférence internationale à New-York sur la réunification de la Corée, à laquelle participent les représentants des USA et des deux Corées.

**15 -13-septembre 1996** – Près de 400 investisseurs étrangers participent à un forum dans la zone économique spéciale de Rajin- Sonbong.

**En 1996**, persistance des difficultés économiques (déficit alimentaire et énergétique, ralentissement de la production). La production céréalière a chuté à 2,5 millions de tonnes. Pour faciliter l'approvisionnement de la population, le gouvernement va laisser se développer de marchés agricoles libres.

**12 février 1997** – Hwang Jang Yop, secrétaire international du CC du Parti du Travail et président de la commission diplomatique de l'Assemblée Populaire Suprême, déserte le régime et demande l'asile politique en Corée du Sud.

**7 avril 1997 – Appel international à une aide d'urgence** de 126 millions de dollars pour pallier la grave pénurie alimentaire dont souffre la Corée du Nord. La Corée du Sud refuse de participer à cette aide et cherche à utiliser les difficultés de la Corée du Nord pour exercer un chantage à son égard.

**1<sup>er</sup> juin 1997** – Des mesures sont prises pour le développement de la zone économique spéciale de Rajin Sonbong.

**Juillet 1997** – Après deux années d'inondations catastrophiques, la Corée du Nord subit **la plus forte sécheresse qu'elle ait connue depuis soixante ans**. Cette nouvelle catastrophe **détruit 60% de la récolte** du riz et de nombreuses autres productions, et va transformer la pénurie alimentaire en une **véritable disette** dans plusieurs régions du pays.

**4 août 1997** – Kim Jong Il réitère la nécessité d'aboutir à un véritable traité de paix entre la RPDC et les USA.

**8 octobre 1997** – Kim Jong Il est élu secrétaire général du Parti du Travail et devient officiellement le premier dirigeant du pays.

**11-14 novembre 1997** – Visite en RPDC des trois partis de la coalition au pouvoir au Japon.

**Décembre 1997** – Ouverture de la **conférence quadripartite entre les deux Corées, la Chine et les USA.**

**11 avril 1998** - Rencontre à Pékin entre des vice-ministres des deux Corées.

**16 juin 1998** – Un communiqué du gouvernement nord-coréen réaffirme la nécessité d'un accord de paix avec les USA écartant toute menace militaire de leur part.

**Juillet 1998** – Election des députés à l'Assemblée Populaire Suprême.

**20 juillet 1998** – Reprise à Genève des pourparlers de paix entre les USA, les deux Corées et la Chine.

**Août 1998** – **Le Japon suspend son aide alimentaire à la Corée du Nord** sous prétexte qu'un missile nord-coréen a survolé son territoire.

**5 septembre 1998** – Après avoir été élu secrétaire général du Parti du Travail, Président de la Commission de Défense Nationale et commandant suprême de l'Armée Populaire, Kim Jong Il est élu président de la République par l'Assemblée Populaire Suprême. Celle-ci adopte à l'unanimité une **nouvelle Constitution socialiste.**

**Décembre 1998** – La Corée du Nord envoie une délégation de 100 experts économiques pour participer à Hongkong à un programme de recherches sur l'économie de marché organisé par le FMI et la Banque Mondiale.

**En 1998** -- La chute de la production est ralentie à – 1,1%. La situation économique et alimentaire du pays demeure toujours très difficile.

**9 avril 1999** – L'Assemblée Populaire Suprême réaffirme le principe de l'économie planifiée et adopte la **loi de planification pour l'année 1999**.

**Septembre 1999** – Accord de Berlin entre les USA et la Corée du Nord sur la suspension par celle-ci des essais de missiles à longue portée.

**4 janvier 2000** – La RPDC établit des relations diplomatiques avec l'Italie, premier pays du G7 à reconnaître le régime de Pyongyang.

**9 février 2000** – Signature d'un traité d'amitié entre la RPDC et la Russie.

**18 mars 2000** – Les **USA exigent** de la RPDC de **nouvelles concessions** sur le dossier des missiles.

**12-14 juin 2000** – Rencontre au sommet à Pyongyang entre les présidents des deux Corées, Kim Dae Jung et Kim Jong Il.

**Juillet 2000** – **Après l'Italie, le Canada reconnaît le régime de Pyongyang.**

Il en sera de même dans les mois suivants pour **l'Allemagne, l'Espagne et la Grande Bretagne.**

Une rencontre au sommet a lieu à Pyongyang entre les dirigeants de la RPDC et de la Russie.

**27 juillet 2000** – La Corée du Nord participe pour la première fois au forum régional de l'ASEAN.

**25-26 septembre 2000** – Rencontre entre les ministres de la Défense des deux Corées.

**12 octobre 2000** – Communiqué commun des USA et de la RPDC en vue de l'amélioration des relations bilatérales entre les deux pays.

**23 octobre 2000** – Visite en Corée du Nord de la secrétaire d'Etat US Madeleine Albright.

**En 2000**, la production céréalière stagne encore à 2,56 millions de tonnes, en raison du manque d'engrais et de machines agricoles et de la pénurie persistante d'énergie.

**Janvier 2001 – A son arrivée au pouvoir, G.W.Bush interrompt les négociations en cours avec la RPDC.**

**27 avril 2001 – Signature de deux accords militaires entre la RPDC et la Russie.**

**Août 2001 – Voyage officiel de dix jours de Kim Jong Il en Russie à l'invitation de Poutine.**

**Septembre 2001 – Reprise des négociations entre les deux Corées après un gel de six mois.**

**Mais après les attentats du 11 septembre à New-York et Washington, les USA renient tous leurs engagements sous le prétexte d'une prétendue « menace des missiles nord-coréens ».**

**En 2001, les difficultés économiques de la Corée du Nord commencent à s'atténuer.** La récolte de céréales remonte à 3,54 millions de tonnes (+38%), niveau certes encore insuffisant mais supérieur à ceux enregistrés depuis six ans. Mais la pénurie d'énergie reste grave, et un certain nombre d'usines ne peuvent fonctionner que pour un pourcentage réduit de leur capacité.

**Janvier 2002 – Le président US G.W. Bush classe la Corée du Nord dans « l'Axe du Mal ».**

**Janvier 2002 – Voyage de Kim Jong Il à Shanghai.**

**Avril 2002 – Contact au niveau gouvernemental entre les deux Corées**

**29 juin 2002 – Incident naval meurtrier entre des navires de guerre sud et nord-coréens.**

**1<sup>er</sup> juillet 2002 – Adoption d'une *nouvelle politique des prix et des salaires* pour pallier les difficultés de système de distribution de l'Etat. Les rémunérations sont liées à la « juste valeur du travail », les subventions de l'Etat sont supprimées dans la définition des prix (notamment pour le logement, l'électricité, etc.), un certain nombre de prestations gratuites de l'Etat deviennent payantes. De très fortes hausses de prix (tenant compte de ceux réellement pratiqués sur le marché parallèle) sont effectuées.**

**31 juillet 2002 – Rencontre à Brunei entre le secrétaire d'Etat US Colin Powel et le ministre nord-coréen des Affaires Etrangères.**

**Août 2002 – Très forte dévaluation monétaire : le won (fixé administrativement au taux de 2,15 pour 1 dollar) s'échange désormais officiellement à 150 wons pour 1 dollar (le taux au marché noir varie de 200 à 500 wons pour 1 dollar).**

**14 août 2002 – *Nouvelles et laborieuses discussions à Séoul entre les représentants des gouvernements des deux Corées, qui vont aboutir dans un premier temps à***

l'ouverture de la zone démilitarisée à Dorasun et à l'établissement d'une liaison routière et ferroviaire.

**Août 2002** – Autorisation d'investissements étrangers à dépasser 50% de prise de participation dans le joint venture.

**Septembre 2002** – Création d'une « zone d'administration spéciale » à Sinuiju.

**17 septembre 2002** – Sommet « historique » à Pyongyang entre Kim Jong Il et le premier ministre japonais, signature d'un accord de reprise de négociations sur la normalisation des relations entre les deux pays.

**14 novembre 2002** – Sous un prétexte sans fondement, **les USA** (en accord avec le Japon, la Corée du Sud et l'Union Européenne) **décident d'arrêter leurs livraisons de pétrole à la Corée du Nord** prévues par l'accord du 21 octobre 1994.

Afin de permettre la reprise de la production normale d'électricité, la **RPDC remet en route en décembre 2002 son programme nucléaire** stoppé depuis 1994, et démantèle les dispositifs de surveillance nucléaire de l'AIEA.

**Le 27 décembre, elle expulse les deux inspecteurs en « sécurité nucléaire » de l'ONU.**

**1<sup>er</sup> décembre 2002** – La RPDC remplace le dollar par l'euro pour ses transactions en devises. Les dollars en circulation doivent être obligatoirement changés en euros.

**31 décembre 2002** – La RPDC considère ne plus être liée par son adhésion au Traité de Non-Prolifération Nucléaire, du fait qu'elle se trouve sous la menace d'une frappe nucléaire préventive américaine. L'annonce en est faite officiellement le 10 janvier 2003. En même temps, la RPDC réaffirme qu'elle n'a **aucune intention de produire des armes nucléaires.**